

Dossier

pages 8-9

**1936 : LES FRONTS  
POPULAIRES CONTRE  
LA CLASSE OUVRIÈRE**

Vie du parti

pages 14-15

**RENCONTRES  
INTERNATIONALISTES  
DE PARIS DE MAI 2026**

Politique

page 5

**DÉJÀ LES LICENCIEMENTS ET  
L'INFLATION, BIENTÔT LA CRISE ?  
VITE, LA GRÈVE !**

# RÉVOLUTIONNAIRES

58 28 JUIN 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Palestine,  
Venezuela,  
Iran, Liban.  
Et maintenant  
Cuba ?

**À BAS  
LES GUERRES  
IMPERIALISTES !**

## ÉDITORIAL

**Construire la riposte  
face à une extrême  
droite, qu'elle se  
nomme Bolloré ou  
Bardella, avide de  
détruire des libertés  
déjà bien bafouées**

La pétition « Zapper Bolloré », contre la concentration de plus en plus grande de tous les médias dans les mains du milliardaire d'extrême droite, a recueilli plusieurs milliers de signatures de professionnels du spectacle. Depuis, le président de Canal+, Maxime Saada, aux ordres de son patron Bolloré, a annoncé sa volonté de censurer tous les signataires, s'attirant une nouvelle salve de protestations.

### LES MILLIARDAIRES FACHOS À L'ASSAUT DES MÉDIAS

Depuis plusieurs années, les milliardaires fachos rachètent maisons d'édition, chaînes de télé, titres de presse, sociétés de cinéma, auxquels ils imposent peu à peu leur ligne éditoriale haineuse. On comprend donc que les journalistes, écrivains, producteurs et artistes s'inquiètent de voir bridée la liberté d'expression, et ils ont raison d'utiliser leur notoriété pour que leur protestation soit entendue.

Mais ce n'est pas d'hier que la liberté d'expression est bafouée ! La première censure, c'est le fric ! Sur quelle chaîne dénonce-t-on les sanctions contre tous ceux qui osent protester dans leur entreprise contre les liens de leur boîte et les exportations illégales d'armes

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : [npa-revolutionnaires.org](http://npa-revolutionnaires.org)

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa\_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

<b>POLITIQUE</b>	<b>p. 1 à 5</b>	<b>INTERNATIONAL</b>	<b>p. 6-7</b>	<b>DOSSIER</b>	<b>p. 8-9</b>	<b>PREMIÈRES LIGNES</b>	<b>p. 10 à 12</b>	<b>RENCONTRES INTERNATIONALISTES DE PARIS</b>	<b>p. 14-15</b>
<b>Éditorial</b> Construire la riposte face à une extrême droite, qu'elle se nomme Bolloré ou Bardella, avide de détruire des libertés déjà bien bafouées	Les travailleurs ne peuvent pas compter sur les directions syndicales pour engager la lutte contre les attaques du patronat et du gouvernement	Un pacte entre barbares xénophobes européens ! L'administration Trump étrangle la population cubaine Nouvelle offensive russe contre l'Ukraine	En finir avec l'État génocidaire d'Israël	<b>1936 : LES FRONTS POPULAIRES CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE</b>  Front populaire, révolution trahie 1931-1939 : la guerre que la classe ouvrière a perdu Front populaire : le PC se rallie au « patriotisme » et à l'impérialisme français Les Fronts populaires du XXI <sup>e</sup> siècle	SNCF Annemasse : grèves pour l'embauche et contre la vie chère SNCF : grève du 10 juin Tapis rouge et têtes hautes pour les grévistes de Bourguebus Grève, occupation... régularisation ! Grenade : manifestation des femmes de chambre : « Sans nous rien fonctionne ! » La Poste : des grèves en plus grand nombre Manifestation contre toutes les répressions le 20 juin à Paris Metz : l'écologie, le caillou dans la chaussure... du ministère de l'Écologie	Ateliers de Quatre Mares (Sotteville-lès-Rouen) : une colère multiforme Stellantis : 60 milliards pour massacrer l'emploi	<b>VIE DU PARTI ET CULTURE</b>	<b>À LA VEILLE DE BOULEVERSEMENTS IMMINENTS, DISCUSSIONS SUR L'ORIENTATION DES RÉVOLUTIONNAIRES</b>	
Zapper Bolloré... et tous les capitalistes !	Pas d'égalité totale des droits sans lutte de classe	Iran : négociations sous les bombes	Déjà les licenciements et l'inflation, bientôt la crise				<b>p. 13</b>	<b>NPA JEUNES-R</b>	<b>p. 16</b>
Augmentation des prix : imposons l'échelle mobile !	Hantavirus et Ebola, deux cas révélateurs de la hiérarchisation des maladies sous le capitalisme		Lutte du personnel du périscolaire : « des moyens pour les agents, et pour protéger les enfants ! »					« Bienvenue en France » : les étudiants ne se laissent pas diviser par les calculs du gouvernement Contre le racisme de la direction, les lycéens de Jean Renoir (93) ne lâchent rien ! Modi et les cafards L'Unef Nanterre en procès pour avoir dénoncé la sélection sociale et raciste à l'université !	
LFI : un autre militarisme est-il possible ?									
On ne vous fera pas un dessin sur Ruffin									

## »» SUITE DE L'ÉDITORIAL

vers Israël ? Ou contre ceux qui ont tout simplement donné publiquement leur opinion sur la politique de leur patron, les conditions de travail dans les ateliers ou les bureaux ? Où a-t-on vu relayées aux heures de grande diffusion les « protestations » que sont les débrayages, les grèves que nous faisons pour nous faire entendre ? Où sont les chaînes de télé d'information continue sur la situation des classes populaires ? La liberté d'expression appartient à ceux qui ont le fric et qui s'en servent pour défendre leurs intérêts !

### LA POLITIQUE DE L'EXTRÊME DROITE UNE FOIS AU POUVOIR

La façon dont un Bolloré contrôle les médias, imposant sa ligne éditoriale et ses hommes aux commandes, montre ce dont est capable l'extrême droite une fois qu'elle est aux commandes. Les maires du Rassemblement national ne se sont pas contentés de couper les budgets des associations qui ne leur plaisent pas, ils s'en sont très vite pris aux représentants des travailleurs, ici pour licencier deux militants syndicalistes, là pour tenter d'expulser les bourses du travail !

À la tête d'un pays, elle fait bien pire. La politique de Trump n'est que cadeaux assumés aux plus riches, mais chasse à l'homme contre les travailleurs les plus précaires que sont les migrants. La politique barbare de l'État d'Israël, de génocide et d'apartheid contre les Palestiniens, s'accompagne d'une répression menée par le gouvernement d'extrême droite, y compris contre les Israéliens qui protestent ou contre les courageux membres des flottilles pour Gaza, arrêtés en haute mer, humiliés, frappés, blessés, victimes de menaces de mort et de sévices sexuels. L'extrême droite est bien une menace mortelle pour les travailleurs !

### LES GOUVERNANTS N'ONT PAS ATTENDU L'EXTRÊME DROITE POUR RÉPRIMER

Tout cela est donc inquiétant, mais n'est qu'une aggravation brutale d'une politique menée depuis longtemps par des dirigeants des partis de gouvernement, de la droite, du centre ou de cette gauche qui aspire au pouvoir au sein du capitalisme ! La loi Travail, c'était Hollande-Valls. La répression brutale des Gilets jaunes, les matraquages de lycéens en colère, c'était Macron. Les expulsions de travailleurs immigrés, les licenciements abusifs n'ont pas attendu Bolloré. En ce moment même, de nombreux militants sont menacés non seulement de licenciement, mais de sanctions judiciaires.

Le 20 juin prochain, aura lieu une manifestation nationale à Paris à l'appel de nombreuses structures syndicales et politiques, contre la répression patronale et d'État. Une première occasion de faire face, front ensemble contre tous ceux qui veulent nous ramener « à l'âge de pierre » des libertés fondamentales.

• 25/05/2026

# Zapper Bolloré... et tous les capitalistes !

Clap de fin sur la croquette, pour un festival de Cannes traversé de polémiques. Après le monde de l'édition et la tempête chez Grasset, c'est maintenant dans le milieu du cinéma que de nouvelles tensions se cristallisent autour de Bolloré.



## TRIBUNE ANTI-BOLLORÉ : COURAGE DES UNS...

Le 11 mai, à la veille du festival de Cannes, une tribune est parue dans le journal *Libération*. Signée par 600 professionnels du monde du cinéma, elle dénonce la concentration d'une partie importante de la chaîne de production dans les mains du milliardaire d'extrême droite, notamment propriétaire du groupe Canal+, qui finance un film français sur deux.

Les signataires sont loin d'être uniquement des acteurs ou des réalisateurs de premier plan. On y trouve aussi des techniciens, des régisseurs, des costumiers, des coiffeuses... mais aussi toutes celles et ceux qui font tourner cette industrie jusque dans les salles ou les festivals de cinéma !

En réaction, Maxime Saada, le PDG du groupe Canal+, a menacé de ne plus produire de films sur lesquels travailleraient les signataires de la tribune. Le message est clair : si tu veux bosser chez Canal, tu la boucles !

Cette intimidation aura finalement eu l'effet inverse de celui escompté, puisque la liste des signataires a doublé depuis. Signer la tribune devient l'expression d'une solidarité avec tout un ensemble de collègues plus ou moins lointains... et une marque de courage politique.

## ... ET LÂCHÉTÉ DES AUTRES

## RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 58 • 28 MAI 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »  
ASSOCIATION LOI DE 1901.  
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12  
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,  
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION  
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT  
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE  
TÉL. : 01 49 63 66 66

Une prise de position qui tranche avec le silence ou la langue de bois de certains « grands noms » du cinéma. Mathieu Kassovitz a carrément pris la défense du groupe Canal ! Gilles Lellouche - ou Gilles Lelâche - a rembarqué un journaliste qui lui demandait de se prononcer sur la montée de l'extrême droite. Tous ceux-là passent sans doute trop de temps à partager des déjeuners et des coupes de champagne avec leurs financeurs...

## UN CINÉMA À VISAGE HUMAIN ?

Suite à la tribune, la CGT Spectacle appelle à un rassemblement devant l'Olympia - autre propriété de Bolloré - le 30 mai prochain. L'inquiétude et la colère semblent s'amplifier dans le secteur. Des réactions légitimes et justes. Cependant, c'est une bataille qui ne peut pas se résumer au fait de combattre l'empire de Bolloré.

Certes, celui-ci ajoute une coloration politique à son OPA sur les médias, en les mettant au service de l'extrême droite. Mais que font à côté les Netflix, Disney, Amazon, Apple... ? Tous ces mastodontes se mènent la guerre pour savoir qui remportera un maximum de marchés... et ce, toujours au détriment des travailleurs du secteur concerné. On ne peut donc se contenter de s'opposer à la seule personne de Bolloré. C'est en réalité au système qu'il défend et qu'il représente qu'il faudra se confronter.

Pour lutter contre la mainmise de grands groupes capitalistes dans le domaine artistique, pas besoin de fantasmer un cinéma « français » contre un autre. Ce qu'il faut, c'est d'abord des moyens pour permettre à tous les travailleurs du secteur de vivre décemment. Collectivement, ces travailleurs-là incarnent une force, et c'est par leurs luttes qu'ils pourront la sentir... et un jour se passer des capitalistes au-dessus d'eux !

CLAIRE LAFLEUR ET STANISLAS ERREN • 26/05/2026

## CONTACTEZ-NOUS

[courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org](mailto:courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org)

### ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS ..... 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN  
12 MOIS ..... 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

### NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN ..... 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)  
[npa-revolutionnaires.org/abonnement](http://npa-revolutionnaires.org/abonnement)



• PAR CHÈQUE  
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"  
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

# Augmentation des prix : imposons l'échelle mobile !

Depuis l'agression américano-israélienne contre l'Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, le prix des carburants a atteint un niveau stratosphérique : largement plus de 2 euros le litre de gazole, de quoi grever durement les revenus des ménages contraints de prendre leur voiture pour aller travailler, et obliger les autres à restreindre leurs déplacements. Une excellente affaire, par contre, pour les compagnies pétrolières, et en particulier pour Total qui a déjà engrangé 5 milliards de bénéfices pour le seul premier trimestre, en hausse de 51 % sur un an, et qui parvient même à gagner des clients en prétendant plafonner les prix - à 2,25 euro le litre de gazole! - dans un contexte de baisse de la consommation.

Le gouvernement se garde bien de prendre la moindre mesure susceptible d'écarter, même à la marge, les profits faramineux des pétroliers et des spéculateurs. Il se contente pour l'essentiel de reconduire

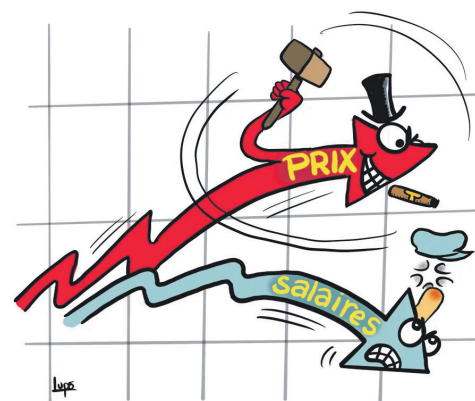
pour trois mois les aides déjà accordées à certains secteurs du petit et moyen patronat, comme dans le BTP, la pêche, les transports ou l'agriculture. Pour les salariés, les aides promises seront « ciblées », c'est-à-dire que bien peu la toucheront. Elles ne pourront de toute manière pas dépasser 20 centimes par litre, alors que depuis le déclenchement de la guerre en Iran le 28 avril, le litre de diesel a déjà augmenté de 44 centimes en moyenne...

Le Rassemblement national prétend qu'une baisse des taxes suffirait à régler le problème. C'est évidemment une escroquerie : rien n'empêcherait alors les pétroliers de continuer à augmenter leurs prix, même si le consommateur devait payer - ce qui n'est même pas certain - quelques centimes de moins. Et le manque de recettes correspondantes pour l'État se traduirait immédiatement dans des restrictions budgétaires supplémentaires dans des services publics déjà

exsangues.

La France insoumise en tient pour sa part au blocage des prix des carburants. Ça serait bien le minimum, mais très insuffisant. Car le prix l'essence ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Les économistes prévoient une augmentation à court terme de l'inflation qui pourrait exploser dans les semaines à venir, touchant en priorité les dépenses contraintes des travailleurs - notamment l'alimentation, l'énergie et le logement - qui dévorent déjà une part de plus en plus considérable de notre budget. Chacun le constate en faisant ses courses : les prix de l'alimentation s'envolent.

Loin des promesses électorales, baisses des taxes ou blocage des prix, sur lesquelles nous n'avons aucune prise et qui sont immédiatement jetées aux orties ou détournées dès



que leurs promoteurs arrivent au pouvoir, c'est seulement de notre organisation et de nos luttes, de la crainte que nous saurons inspirer aux capitalistes, que dépend le maintien de notre niveau de vie. Si nous perdons 100 euros en raison de la hausse des prix, notre revenu doit être augmenté d'autant. Imposons au patronat et à l'État l'échelle mobile des salaires, des pensions et des allocations.

MICHEL GRANDRY • 26/05/2026

## LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT PAS COMPTER SUR LES DIRECTIONS SYNDICALES POUR ENGAGER LA LUTTE CONTRE LES ATTAQUES DU PATRONAT ET DU GOUVERNEMENT

La secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, était l'invitée de France Info le jeudi 22 mai. Interrogée sur les mesures du Premier ministre Lecornu pour pallier la hausse des carburants à la pompe, sur les hausses de prix en général et les salaires, elle n'a pas manqué de dresser un constat de la situation accablant pour le patronat et les pouvoirs publics. Quant aux perspectives qui en découlent, si des travailleurs les attendaient de la responsable CGT, ils seront restés sur leur faim.

La hausse du Smic de 2,4 % est une hausse automatique, due à la hausse des prix. Mais cette hausse n'a aucune répercussion sur les salaires supérieurs, ce qui fait que le Smic rattrape peu à peu les salaires les plus bas : « La France est en train de devenir un pays de smicards ! », a lancé Sophie Binet. Quelles solutions propose-t-elle pour les travailleurs ? Dénonçant le fait, illégal, que, dans la plupart des branches, les minima sont inférieurs au Smic, elle explique : « Il faut ouvrir les négociations partout dans toutes les entreprises, dans toutes les branches et ce qui est scandaleux, c'est que le patronat aujourd'hui refuse de négocier. [...] Nous faisons une proposition toute simple pour éviter ça, c'est d'indexer l'ensemble des salaires sur les prix et sur le Smic. »

Très bien : une façon de remettre à l'ordre du jour la revendication de l'échelle mobile des salaires, qui figurait au programme de la CGT avant 1968 et qui a été « oubliée » par la CGT aux négociations de Grenelle, quand il y avait pourtant 10 millions de grévistes dans le pays. Comment y parviendra-t-on maintenant ? Il existe aujourd'hui un gros mécontentement sur les salaires. Sans que ce soit un raz-de-marée, il y a des réactions significatives face au refus du patronat d'augmenter les salaires rongés par les hausses de prix. Sophie Binet a-t-elle annoncé un plan de mobilisation destiné à coordonner et amplifier ces luttes ?

Depuis des décennies que les gouvernements successifs assument ouvertement leur soumission aux désirs du patronat, la seule chose que fait Sophie Binet, c'est réclamer que le gouvernement prenne des mesures... Mais

des mesures, il en prend ! Contre les chômeurs, contre les malades, tous accusés de « fraude sociale » ! En revanche, aucune mesure contre les profiteurs de guerre comme Total, dont Sophie Binet réclame de l'État qu'il taxe ses profits, alors que Lecornu a tenu à dénoncer le « Total bashing ». Et c'est à lui qu'on demande des mesures en faveur des travailleurs ? Qu'il prendrait pour les beaux yeux des dirigeants syndicaux ?

Une dénonciation juste de la situation des travailleurs ne suffit pas ! Les travailleurs ont besoin de perspectives tout autres qu'attendre du gouvernement... qu'il ne soit pas ce qu'il est, c'est-à-dire au service des riches. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un rapport de force qui contraigne patronat et gouvernement à céder sur les salaires, comme sur bien d'autres choses. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un plan de mobilisation pour permettre au mécontentement de se traduire sur le terrain, pour parvenir à un mouvement d'ensemble, seul capable de faire céder patrons et gouvernants.

Sophie Binet a, une nouvelle fois, montré qu'un tel plan ne viendra pas des directions syndicales. Il faudra le construire par en bas, en créant des liens entre entreprises en lutte, en s'adressant aux autres pour qu'elles rejoignent. Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes !

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 26/05/2026

**4<sup>e</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES**

**22 - 26 AOÛT 2026**

**DANS LE VAUCLUSE**

**Les inscriptions sont ouvertes !**

Fin août, le NPA-Révolutionnaires tiendra ses quatrième rencontres d'été révolutionnaires.

Le programme allie discussions politiques, débats sur l'actualité ou sur la situation économique, partages d'activités militantes dans les entreprises et la jeunesse, avec des exposés scientifiques, culturels et artistiques.

Suivre ce lien pour s'inscrire →



Pour toute demande, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse : [rencontres.ete@npa-revolutionnaires.org](mailto:rencontres.ete@npa-revolutionnaires.org)

## LFI : un autre militarisme est-il possible ?

Les députés LFI ont voté contre la rallonge de 36 milliards d'euros pour la loi de programmation militaire, ce qui est bien le minimum.

Il est certainement plus facile de voter contre un texte quand on sait d'avance qu'il passera grâce aux voix du PS jusqu'au RN... mais nous ne ferons pas ce procès d'intention aux députés LFI.

Ce qui est certain, c'est que nous ne partageons en rien les arguments donnés par Manuel Bompard pour justifier ce vote. Celui-ci dénonce l'alignement de la France derrière Trump, qui a imposé de relever les budgets militaires à 5 % du PIB pour rester sous le parapluie de l'Otan. Manuel Bompard ne dénonce pas en soi le fait que 5 % de la richesse nationale soit dépensée dans des engins de mort, mais il prétend que ces ressources militaires devraient être mieux utilisées pour une France « indépendante », « non-alignée », et capable de se mettre « à la hauteur des nouvelles frontières de l'humanité » à savoir la mer, l'espace et le numérique.

En somme, la France devrait continuer à constituer une grande puissance militaire suréquipée, dotée de l'arme nucléaire et présente « sur les cinq continents » comme le dit Mélenchon mais, mais... « au service du droit international » ! Comme à la bonne époque de Mitterrand, où la France soutenait le génocide au Rwanda ? Comme à l'époque de Hollande et des interventions impérialistes contre le Mali et la Centrafrique ? Non, l'impérialisme français, même « de gauche », ce n'était pas mieux avant. Une armée permanente, bardée du dernier mot des techniques les plus meurtrières, c'est inévitablement une machine à opprimer les peuples qui peut être retournée à tout moment contre les travailleurs et travailleuses de la métropole.

Combattons toute augmentation du budget militaire, mais repoussons aussi tous les arguments qui ne peuvent que mener à appuyer, honteusement ou ouvertement, les manœuvres et exactions de notre propre État aux quatre coins du monde.

ED MCBEYNE • 26/05/2026

## ON NE VOUS FERA PAS UN DESSIN SUR RUFFIN

Ce n'est pas dans la rubrique « culture » de notre journal qu'on lira une critique de la BD de François Ruffin, *Picardie splendor*, parue le 7 mai. Car celle-ci n'en relève pas : elle serait plutôt à classer dans celle des « daubes ». Avec des torsos bombés de super-égo pour un Ruffin omniprésent, délivrant des messages paternalistes, nationalistes et racistes, l'effort pour aller au bout de la lecture est quasi héroïque. S'il ne se décrit pas en train de guérir le cancer par imposition des mains, ça doit être parce qu'il n'y a pas pensé. Devant le tollé provoqué par cette « œuvre », parfois comparée pour sa condescendance et son racisme à *Tintin au Congo*, son « héros » a reculé piteusement en reconnaissant que certaines images « peuvent blesser ». Pardi !

Mais le 29 avril dernier déjà, Ruffin, désormais en lice pour la Présidentielle, déclarait qu'il « était contre l'immigration de travail ». La réalité de son programme n'a rien à envier à son « œuvre de fiction »...

M. D. ET M. G. • 26/05/2026



## Pas d'égalité totale des droits sans lutte de classe !

### LES VICTOIRES LGBTI N'EXISTENT QUE PAR NOS LUTTES

Partout dans le monde il a fallu attendre le xx<sup>e</sup> siècle pour que l'égalité des droits pour les personnes homosexuelles, puis les bi, les trans, les intersexes ne commence à devenir une réalité. C'est à l'occasion des luttes sociales et politiques des années 1960 et 1970, contre l'impérialisme et l'exploitation, qu'ont vu le jour des mouvements pour les droits des femmes, puis des LGBTI.

À New-York, en 1969, des manifestations se sont organisées suite à une descente de police dans le bar de Stonewall. Elles ont été le début du mouvement pour l'égalité des droits des homosexuels aux États-Unis.

Le mouvement s'est construit « à côté » du mouvement ouvrier réformiste, bureaucratique et conservateur. Il a fallu attendre 1984 en Grande-Bretagne pour qu'à l'occasion de la grève des mineurs, un groupe de solidarité homosexuelle organise des initiatives aux côtés des grévistes, montrant que le gouvernement

Thatcher était aussi traditionaliste qu'anti-ouvrier.

### LES RÉACTIONNAIRES EN EMBUSCADE

En 2025, l'homosexualité était réprimée par la loi dans 64 pays du monde, selon les données de l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans et intersexes (Ilga World). Les reculs récents viennent nous le rappeler : en 2024, le Mali a criminalisé l'homosexualité, en instaurant une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison. Au Sénégal, c'est dorénavant dix ans.

En France, où l'homosexualité n'est plus illégale, SOS homophobie a reçu près de 1 600 témoignages signalant des violences ou des discriminations homophobes et transphobes en 2024. Ces violences quotidiennes sont des marques de rejet, des agressions physiques, des insultes ou des menaces.

Les coupes budgétaires et les retraits des subventions sont au service de politiques transphobes : il faut payer 50 euros pour tout

changement d'état civil, avec une longue procédure pour monter un dossier administratif, et attendre la décision d'un magistrat.

Plus d'un salarié LGBT+ sur trois déclare avoir été victime de discrimination par sa hiérarchie et 28 % estiment que ce comportement a entravé leur carrière. La même proportion a déjà subi des propos ou agressions LGBTphobes sur son lieu de travail.

### MÊMES PATRONS, MÊMES COMBATS

Alors oui, plus que jamais, nous devons être présentes et présents aux prides qui s'organisent partout en France. Pour y défendre, comme nous le faisons chaque jour, dans nos lieux de travail, d'études, nos quartiers, les droits de notre classe face au patronat et à l'État qui exploitent et oppriment. Et que les travailleurs et les travailleuses ont mille fois plus d'intérêts à défendre l'égalité des droits qu'à subir la mise en concurrence et la division sur lesquelles repose le capitalisme !

MONA NETCHA ET ARMELLE PERTUS • 26/05/2026

### VENEZ MANIFESTER DANS NOS CORTÈGES AUX PRIDES !

<b>Samedi 30 mai</b> • Bordeaux • Lille	<b>Samedi 6 juin</b> • Tours • Toulouse
<b>Samedi 13 juin</b> • Nantes	<b>Samedi 20 juin</b> • Strasbourg • Rennes • Montpellier
<b>Samedi 27 juin</b> • Lyon • Paris	<b>Samedi 4 juillet</b> • Dunkerque • Marseille • Le Mans
<b>Samedi 18 juillet</b> • Annecy	

## Hantavirus et Ebola, deux cas révélateurs de la hiérarchisation des maladies sous le capitalisme

D'un côté, l'hantavirus des Andes. Trois morts parmi les passagers d'un navire de croisière, presque tous européens, surtout à cause d'une mauvaise estimation de la dangerosité de la maladie. Dès que la mesure de la situation a été prise, on a assisté au déploiement en urgence de l'armada sanitaire par les pays des passagers.

De l'autre côté, le virus Ebola. Déjà, 200 morts en république démocratique du Congo (RDC), une propagation aux pays voisins et une épidémie « extrêmement grave et difficile à gérer » selon le directeur de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Mais aucune mesure n'a été prise par les pays riches.

### UNE ÉPIDÉMIE QUI PRÉOCCUPE PEU LES CAPITALISTES

L'épidémie de fièvre Ebola qui touche actuellement la RDC ne vient pas de nulle part. Son virus est connu depuis longtemps. Cette maladie, très contagieuse quand les conditions d'hygiène sont dégradées, est surtout très létale, bien plus que l'hantavirus des Andes qui a contaminé les passagers du *MV Hondius*. Elle peut atteindre 90 % de mortalité lors des flambées épidémiques. Depuis 50 ans, cette maladie a causé plus de 15 000 morts en Afrique centrale, dont 2 300 pour 3 200 malades lors de la dernière vague, entre 2018 et 2020. Un seul vaccin a été développé,

et il n'est efficace que pour une seule souche. Celle qui sévit actuellement en RDC y est insensible.

En 2025, les États-Unis, principaux contributeurs de l'aide publique au développement, ont brutalement coupé leurs financements de plus de 70 % : les pays impérialistes misent plus sur les commandes militaires et encore moins qu'avant sur l'humanitaire ! Beaucoup d'ONG et de services de santé locaux se sont retrouvés du jour au lendemain à devoir cesser leurs activités. Résultat : la dégradation de l'hygiène et des mesures de prévention a pavé la voie à la résurgence de maladies graves.

Pour les gouvernements occidentaux, Ebola présente l'avantage de se cantonner à sa région d'origine, justement à cause de sa mortalité. L'OMS a évalué que le risque de propagation est « élevé » aux échelles nationale et régionale, mais « faible » au niveau mondial. Contrairement à l'hantavirus, elle ne prévoit aucune intervention médicale d'urgence pour contrer Ebola. Ces deux cas illustrent bien l'attitude des dirigeants impérialistes : tant qu'une maladie ne menace pas leurs ressortissants et leur économie, pourquoi se préoccuper du sort des populations locales ?

SIMON COSTES • 26/05/2026

# Déjà les licenciements et l'inflation, bientôt la crise

En ce début d'année, des géants de la tech à la SNCF, en passant par le profiteuse de guerre TotalEnergies, les grands groupes annonçaient de nouveaux profits et dividendes record. Au premier trimestre 2026, les entreprises cotées en bourse ont accru leurs bénéfices de 27 % aux États-Unis et de 7 % en Europe.

Mais pour les travailleurs, les plans de licenciements se multiplient : PSA, Air Liquide, SEB, Nestlé, Forvia, etc. Le chômage, reparti à la hausse depuis 2023, a dépassé la barre des 8 % en début d'année. Et on nous annonce pour bientôt des centaines de milliers, voire des millions, d'emplois supprimés par l'utilisation capitaliste de l'IA.

Si les patrons peuvent licencier même quand tout va bien, une nouvelle crise semble pointer à l'horizon, accélérée par l'aventure guerrière de Trump et Netanyahu en Iran, qui a provoqué une nouvelle vague de hausse des prix. En France, l'inflation était de 0,7 % sur le seul mois d'avril, après 0,8 % en mars, ce qui correspond à une hausse de 10 % sur un an si ce rythme se maintient toute l'année. Or, tout laisse à penser que cela va continuer, avec la répercussion de la hausse venue du pétrole et des engrais à l'ensemble des biens et services. Sans même compter les effets de la pénurie de carburant annoncée pour l'été, avec déjà des compagnies aériennes qui annulent des vols ou réclament des supplé-

ments à leurs clients.

Comme les salaires ne suivent pas, les familles populaires doivent encore se serrer la ceinture. Et la baisse de consommation précipite une crise déjà en gestation. Selon une étude OpinionWay, 42 % des patrons français perçoivent déjà une baisse de leur chiffre d'affaires depuis la guerre. Les défaillances d'entreprises (qui concernent surtout des petites entreprises, les grosses licenciant sans disparaître) étaient déjà à un pic historique en 2025.

Dans une économie qui se développe sur une montagne de dettes, les faillites se transforment en panique financière, qui à son tour étend la crise. Depuis 2008, les entreprises ont continué d'avoir recours à l'endettement pour financer leurs investissements, préférant garder leurs liquidités pour faire monter leur cours en bourse ou les verser aux actionnaires. La finance a trouvé de nouvelles astuces pour contourner les quelques règles prudentielles instaurées après 2008, comme le « crédit privé », des prêts directs aux

« Comme les salaires ne suivent pas, les familles populaires doivent encore se serrer la ceinture. »

entreprises, administrés par des fonds sans passer par les banques traditionnelles. Ces crédits privés, qui se sont précipités sur les placements les plus risqués - plus rémunérateurs -, dépassent 2 000 milliards de dollars. Ces dettes deviennent une menace quand les taux d'intérêt s'envolent avec l'inflation. À la mi-mai, les titres de dette américaine sur 30 ans, qui servent de référence, ont dépassé les 5 %.

Les annonces de suppressions d'emplois et les hausses de salaire dérisoires ne restent pas sans réaction du côté des travailleurs. Avec une nouvelle crise qui pointe son nez, il va falloir plus que jamais se serrer les coudes pour imposer un autre avenir que celui promis par le capitalisme.

MAURICE SPIRZ • 26/05/2026

## TOUR DE VIS BUDGÉTAIRE : LE FMI FAIT LA PASSE À LECORNU

La crise n'a pas encore atteint son point culminant que déjà les capitalistes s'organisent pour la faire payer aux classes populaires. Le Fonds monétaire international (FMI) vient de sortir un rapport qui préconise de repousser l'âge de la retraite et d'augmenter les franchises médicales. Cette thérapie de choc fait déjà office de programme, du PS à LR. La position du FMI pourra servir de prétexte au RN pour abandonner la seule mesure « sociale » qui reste dans son programme patronal, la retraite à 62 ans, affichage purement démagogique qui est déjà contesté en interne par Ciotti et Bardella.

# LUTTE DU PERSONNEL DU PÉRISCOLAIRE : « DES MOYENS POUR LES AGENTS, ET POUR PROTÉGER LES ENFANTS ! »

Mardi 19 mai, tous les syndicats locaux appelaient les travailleurs et travailleuses des services périscolaires de la ville de Paris à être en grève et manifester. Un pari réussi avec 400 écoles parisiennes touchées sur 620 et un record de participation avec plus de 1 500 personnes dans la rue. Un cortège très dynamique, malgré la pluie, reflétant bien la colère des salariés du secteur.

## LES VIOLENCES PATRONALES NE SONT PAS UNE RÉPONSE AUX VIOLENCES SEXUELLES

Le scandale des violences sexuelles contre des enfants dans les écoles, amplifié médiatiquement par la campagne municipale, n'a pourtant pas eu pour effet que les alertes répétées du personnel et des syndicats - qui se mobilisent plusieurs fois par an depuis 2023 pour l'amélioration de l'accueil des enfants et des conditions de travail -, soient enfin prises au sérieux.

Aucune mesure annoncée par Grégoire, nouveau maire, mais vieux routier de l'équipe sortante, ne va dans le sens d'une réelle sécurité : ni celle des enfants, ni celle des personnels. Grégoire assume une véritable politique d'exception en matière de répression, y compris les « erreurs » que cela générerait. Les agents, eux, ne s'opposent pas aux suspensions en cas d'agression, sexuelle ou non, contre des enfants. Mais elles et ils relèvent depuis début 2026, que sur les 78 suspensions prononcées, 43 ont d'autres motifs. Les agents sont parfois suspendus sans en connaître la raison, ou sur des vieux dossiers, sans possibilité de se défendre. Cette purge est une aubaine pour écarter les plus récalcitrants.

Cette situation, en plus d'amplifier la pression déjà forte sur le personnel et de faire

jurisprudence pour s'étendre à tous les services de la mairie, ne répond en rien aux problèmes de fond dans les écoles : sous-effectifs, taux d'encadrement intenable, manque de formation des animateurs, contrats précaires, bas salaires.

## LUTTER CONTRE LES VIOLENCES C'EST AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le temps périscolaire, augmenté par la réforme des rythmes scolaires de 2013, est encadré par 15 000 salariés de l'animation, dont 10 000 en vacation, payés au lance-pierre. Les services fonctionnent en sous-effectif, avec une partie du personnel non formés à l'accueil des enfants. Un animateur témoignait avoir déjà dû encadrer, seul, un groupe de 80 - la norme étant déjà de 32 enfants pour seulement deux professionnels. Impossible d'avoir une posture adaptée dans ces conditions, même avec une formation, et de lutter contre les violences « ordinaires ».

Grégoire, pour se faire élire, a annoncé un budget de 20 millions d'euros pour le périscolaire. Des postes en plus, des formations de qualité, des recrutements sérieux et attractifs, le retour des psychologues et médecins scolaires ? Rien de tout ça. Une grande partie de ce budget sera dédié au bâti, comme poser des cloisons vitrées dans les toilettes



des 620 écoles...

## SEULES NOS LUTTES PERMETTRONT DE DÉCROCHER LES MOYENS POUR ACCUEILLIR LES ENFANTS

Pour une fois, la parole des enfants qui dénoncent les maltraitances n'est pas d'emblée remise en cause. Tant mieux. Mais l'instrumentalisation qui en est faite par ceux qui pratiquent la gestion capitaliste des services publics vise à jeter le discrédit sur tout une profession.

Les syndicats appellent à une nouvelle semaine de grève du 8 au 16 juin, avec une manifestation le 16 juin à Paris. Les grévistes auront tout intérêt à poursuivre et à organiser eux-mêmes leur lutte, en assemblées générales. C'est en s'affrontant à ceux qui dé-

cident, que le personnel de l'animation pourra arracher ses revendications. C'est aussi en s'alliant avec les travailleurs des autres secteurs, qui subissent des logiques similaires d'économies, d'exploitation et de répression, qu'un rapport de force favorable pourra s'engager.

C'est le sens de la manifestation du 20 juin contre la répression, initiée par les postiers réprimés et rejointe par plus de 40 organisations syndicales, des partis politiques et des personnalités. Le personnel du périscolaire y aura toute sa place.

FLORA MORAND • 26/05/2026

## Bolivie : une lutte populaire déterminée bouscule la bourgeoisie

Depuis quatre semaines la Bolivie est traversée par une crise sociale majeure que le gouvernement de Rodrigo Paz (conservateur réactionnaire) n'arrive pas à contenir. Ni par la répression, déjà cinq morts, dont quatre le 18 mai à La Paz, lors de manifestations syndicales, ni par des négociations que la base organisée a ouvertement rejetées. La bourgeoisie créole affiche depuis le 24 mai ses divisions avec, face au gouvernement, le pôle des grands propriétaires de matières premières (lithium, soit 40 % des réserves mondiales, étain, gaz) et agricoles (cane à sucre, soja) de Santa Cruz. Son bras politique, le *Comité Civico pro-Santa Cruz*, affirme désormais qu'il y a un « *vide politique* », exige la « *mise en place d'un état d'exception* » et mobilise sa milice privée. Juste avant le pont de la Pentecôte, l'Assemblée nationale, dirigée par la droite dure, a laissé fuiter l'idée d'une révision constitutionnelle... précisément en faveur d'un état d'exception. Les députés sont empêchés de se réunir par une population en colère : la séance parlementaire se tient par vidéo. Pendant ce temps, le secrétaire de la Centrale ouvrière de Bolivie (COB) est sous le coup d'un mandat d'arrêt.

### UNE DROITE DURE

Cette contestation sociale répond à une série de réformes, de reculs sociaux imposés par un président conservateur qui, depuis novembre 2025 voudrait reprendre l'initiative sur le marché mondial en menant une guerre de classe féroce. C'est le même cabinet privé qui conseille le Honduras, l'Argentine de Milei et... la Bolivie. Le décret 5503 ouvre les investissements privés afin de démanteler les secteurs pu-

blics, les subventions publiques (comme le prix de l'essence, qui a flambé comme ici), le marché des terres qui était en partie régulé. Les fonds du FMI sont dirigés vers ces prétendus courageux entrepreneurs.

La grève des mineurs, des enseignants et d'autres secteurs a été puissante, suivie pendant des semaines. Mais c'est le décret 1720 qui a été le facteur explosif. Il permet, via le micro crédit (Rodrigo Paz est fils de président de la République, mais aussi économiste), la prétendue acquisition par les paysans de titres de propriété. Les organisations paysannes ont vu la supercherie : devenir propriétaire, s'endetter, revendre aux grands propriétaires, en finir ainsi avec leurs seuls revenus et au passage la culture vivrière du pays.

### LES TRAVAILLEURS ONT PRIS L'INITIATIVE, PAS ENCORE LES RÊNES DU MOUVEMENT

Ce mouvement est puissant et regroupe plusieurs classes aux méthodes de luttes différentes : grève, occupations, blocages. La COB, à son dernier congrès, a débarqué l'ancienne direction trop liée à la gauche traditionnelle, sans être prête pour autant à laisser la base décider. Pour le moment, les comités de quartiers, assemblées générales de salariés, d'étudiants, associations combattives de paysans ont intégré une assemblée générale clandestine, sous la protection et peut être la tutelle de la COB. Une forme de contre-pouvoir qui va devoir s'organiser face à une bourgeoisie prête à tous les coups de force.

ROBERT DAMAN • 26/05/2026

## UN PACTE ENTRE BARBARES XÉNOPHOBES EUROPÉENS !

La France doit, d'ici au 1<sup>er</sup> juillet, mettre en application le « Pacte sur la migration et l'asile » adopté par l'Union européenne. Toute personne espérant entrer dans un pays de l'UE devra faire sa demande à la frontière, ce qui signifie concrètement qu'elle sera maintenue en rétention sans avoir le droit d'entrer sur le territoire durant douze semaines, le temps d'avoir une réponse, avec un délai de recours de douze semaines à nouveau en cas de refus, à l'issue desquelles elle pourra être expulsée. Toute une machinerie pour refuser les migrations et le droit d'asile, d'où des conditions d'enfermement encore renforcées.

Parallèlement à ce dispositif, l'UE continue à sous-traiter la surveillance de ses frontières à des pays tels que la Libye et la Tunisie. Ce faisant, elle expose les exilés à subir un véritable enfer à ses portes : coups de gourdin des gardes-côtes tunisiens, abandons en plein désert, tortures, viols et esclavage dans les prisons libyennes, rançons extorquées aux familles... Avec la complicité et les financements de l'EU, plus de 700 millions d'euros ont été versés à la Libye depuis 2014, 900 millions d'euros récemment promis à la Tunisie pour qu'elle renforce ses moyens de surveillance et 900 millions d'euros de budget annuel pour Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières. C'est avec les informations fournies par Frontex, et des survols d'avions et de drones de surveillance, que Tunisiens et Libyens arraisonnent en mer les migrants. En août dernier, c'est depuis une vedette fournie par l'Italie que les gardes-côtes libyens ont ouvert le feu sur l'équipage et les naufragés qui étaient à bord du navire humanitaire *Ocean Viking*.

LYDIE GRIMAL • 26/05/2026

## DOUCE FRANCE... BIEN CRA-CRA...

Selon un récent rapport publié par des associations d'aide au migrants, les centres de rétention administrative (CRA) en France font de plus en plus office de prisons, dans des conditions innommables : insalubrité, troubles psychiatriques laissés sans soins... La durée de la rétention a été portée à quatre-vingt-dix jours depuis une loi passée en 2018 et le nombre d'enfermés croît. Faut faire du chiffre ! Un livre intéressant vient de paraître sur ces centres : *Comme on les enferme*, de Louise Tassin (La Découverte).

## Iran : négociations sous les bombes

Les suspens restent entiers pour savoir s'il y aurait une avancée des négociations entre la Maison-Blanche et l'Iran. Il est hasardeux de penser à une fin prochaine de l'intervention américaine. Les déclarations officielles sont mitigées. Du côté américain, il serait question d'un accord de paix « *largement négocié, sous réserve de finalisation* » mais selon le porte-parole iranien, c'est un accord « *en cours d'élaboration comme un cadre préliminaire qui n'aborde pas en détail les questions les plus épineuses* ». Et malgré l'officielle trêve, les États-Unis ont frappé des sites supposés être des bases de missiles au sud de l'Iran.

### LA SURENCHÈRE D'ISRAËL

Quant à Israël, la simple idée de l'avancée de ces négociations et d'un possible accord suscite des réactions les plus extrémistes. L'État d'Israël ne décide pas de la politique américaine en Iran. Mais dans ce qu'il considère comme son domaine, Netanyahu continue son escalade. Lundi 25 mai, il a multiplié ses frappes sur le Sud-Liban, dans cette région où déjà 45 % des zones urbanisées ont été rasées, avec l'assentiment des États-Unis. Trump a annoncé qu'il aimerait compléter un accord avec l'Iran par la signature d'accords d'Abraham, c'est-à-dire d'alliance entre Israël et les pays arabes du Golfe qui n'avaient pas, jusque-là, osé le faire par crainte de l'impopularité.

### À LA RECHERCHE D'UN NOUVEL ORDRE REGIONAL ET PETROLIER

L'objectif des États-Unis n'est pas en soi de renverser le régime iranien. Lorsque ce dernier s'est trouvé en butte à des manifestations massives en janvier dernier, Trump l'a laissé mener sa sanglante répression. Les États-Unis ne cherchent qu'à renforcer leur mainmise sur le Moyen-Orient, qui lui avait en partie échappé avec la chute du régime du chah en Iran en 1979. Avec, pour en contrôler les richesses, le besoin de contrôler les peuples. Par dictatures interposées.

Trump a-t-il eu l'illusion qu'en éliminant physiquement les principaux leaders du régime iranien, dont l'ayatollah Khamenei, il trouverait parmi ses seconds couteaux des dirigeants de rechange plus prêts à passer sous sa houlette, comme il a trouvé carte de remplacement au Venezuela après l'enlèvement de Maduro ? Ça n'a pas été le cas. C'est donc avec la dictature des pasdarans qu'il cherche aujourd'hui un accord, au prix d'une offensive dont la population est victime.

Mais celle-ci, dont une classe ouvrière massive, qui a mené de nombreuses luttes et grèves malgré la dictature, pourrait bien demander des comptes. Un site animé par des militants iraniens en exil en Angleterre<sup>1</sup> fait état de la manifestation, dimanche 17 mai, de travailleurs d'une entreprise de produits pétrochimiques, Petronad, en lutte depuis près d'un mois contre le licenciement de 200 d'entre eux. Ils se sont rassemblés devant le bureau du gouverneur de la ville de Mahshahr dans le Khouzistan, région pétrolière du sud-ouest du pays. Un communiqué du 20 mai du syndicat des travailleurs de la compagnie des autobus de Téhéran dénonce « *cette guerre dévastatrice [qui] a bouleversé la vie et la lutte des travailleurs à tous les niveaux* » et qui, après déjà la sanglante répression des manifestations du mois de janvier, « *a servi de prétexte à la République islamique pour exécuter de nombreux prisonniers politiques* ». « *Non à la guerre [...] Non à la répression et à la tyrannie. [...] La solution pour les travailleurs et travailleuses réside dans l'unité et l'organisation* », conclut leur communiqué.

OLIVIER BELIN • 26/05/2026

# En finir avec l'appareil d'État génocidaire d'Israël

L'État d'Israël joue un rôle central, au Moyen-Orient, pour la domination de l'impérialisme principal que représentent les États-Unis. La complicité des pays occidentaux et en premier de l'État français est indigne et révoltante.

Partout dans le monde, des voix de la jeunesse et du monde du travail s'élèvent depuis 2023 pour exprimer rage et dégoût face aux massacres perpétrés contre les Palestiniens. On peut clairement parler d'une génération Palestine qui, partout dans le monde, a exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien et pour son droit à l'autodétermination, à choisir son propre avenir. Cette solidarité inconditionnelle s'est exprimée par des centaines et des centaines de manifestations, occupations et même des grèves et des blocages de ports contre les livraisons d'armes. Mais à cause de la répression et des divisions en son sein, ce mouvement peine à s'unifier et à se massifier à l'échelle nationale et internationale.

Dans ce cadre, les flottilles ont réussi à pousser au plus loin l'expression d'une solidarité internationaliste, concrète, militante, humaine... Nous en sommes solidaires!

L'État génocidaire d'Israël s'est mis en scène avec son ministre d'extrême droite en train de commettre des sévices à l'encontre de ces militantes et militants. Violences, coups, blessures, viols, agressions sexuelles. Des violences qui montrent en creux les crimes bien plus graves que subissent au quotidien les Palestiniens. Elles montrent aux travailleurs et aux peuples du monde entier la nature profonde de l'État sioniste. Rien ne peut justifier l'existence d'un tel État, génocidaire, ségrégationniste, colonial, au service de l'impérialisme, capable des pires crimes. Y mettre fin est de l'intérêt de toutes les populations de la région, y compris israéliennes. Il est de notre devoir de continuer à massifier et à unifier la solidarité internationaliste avec le peuple palestinien.



GAËL QUIRANTE • 26/05/2026

## Nouvelle offensive russe contre l'Ukraine

Sur sa chaîne Telegram, une ONG d'oppositionnels russes à la politique de Poutine<sup>1</sup> égrène un bilan détaillé des morts et blessés, hommes, femmes et enfants, que la dernière offensive russe contre l'Ukraine a faits le week-end des 24 et 25 mai : des dizaines de morts et une centaine de blessés dans des villes et villages de huit oblasts, la destruction de maisons, immeubles, aires de jeux, entreprises, sites énergétiques. La guerre se mène sur les lignes de front, mais aussi contre la population, par des bombardements qui anéantissent ses moyens de vivre.

Et le cynisme des impérialistes impliqués dans cette guerre, pour se disputer zones d'influence et richesses (à Poutine 20 % du territoire, à Trump ses richesses minières !), est sans bornes. Avant cette toute dernière offensive, Poutine et ses généraux ont fait savoir à l'ambassadeur américain qu'il devrait se mettre à l'abri ou quitter Kiev. Alerte lancée aussi à d'autres ambassadeurs européens. On est courtois au sommet, mais on sème la mort dans les classes populaires.

Et le feuilleton des négociations se poursuit. Les dirigeants américains se disent « prêts et disposés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter la fin de cette guerre », le secrétaire d'État américain Marco Rubio téléphone à son homologue russe, tandis que les ministres des Affaires étrangères de l'UE prévoient une réunion à la fin du mois à Chypre, pour discuter de paix ! Le président finlandais se propose cette fois comme négociateur avec la Russie au nom de l'Europe. Tiens, un nouveau candidat au Nobel de la paix !

Seule une solidarité internationale de classe pourrait bousculer ces jeux de brigands.

MICHELLE VERDIER • 26/05/2026

1 Rapports sur les bombardements d'infrastructures civiles, établis par les bénévoles du CIT – Conflict Intelligence Team (Сводки по обстрелам гражданской инфраструктуры от волонтеров CIT).

## L'administration Trump étrangle la population cubaine

L'administration Trump a décidé d'inculper l'ex-président cubain, et frère de feu Fidel Castro, Raúl Castro, aujourd'hui âgé de 95 ans. Cela fait suite aux déclarations de Trump, annonçant son intention de s'emparer militairement de Cuba. L'impérialisme américain et Trump n'ont aucune leçon à donner à quiconque dans le monde, surtout après avoir imposé à l'île et sa population un blocus criminel.

Des montagnes de débris s'accumulent sur les trottoirs des villes, favorisant la propagation de maladies – chikungunya, dengue, hépatites virales –, et les hôpitaux, privés d'électricité, ne peuvent plus ni faire face, ni soigner les malades chroniques. Un communiqué d'experts de l'ONU du 7 mai dernier affirmait : « Le manque de carburant paralyse le fonctionnement des services essentiels nécessaires à une vie digne [aggravant] les effets déjà sévères de l'embargo américain imposé à Cuba depuis des décennies. »

Ce blocus renforcé de Cuba a été décidé par l'administration Trump au lendemain de l'enlèvement du dirigeant vénézuélien, Nicolás Maduro – la quasi-totalité du pétrole qui parvenait à Cuba provenait du Venezuela.

Comme en Iran – dont les classes populaires sont aussi soumises au rationnement dû au blocus américain et à la répression du régime, en plus de vivre sous la menace des bombes –, c'est la population qui trinque. Cuba vit sous embargo américain depuis 1962, pour avoir osé tenir tête à l'impérialisme américain dans sa chasse gardée latino-américaine. Aujourd'hui, Trump étrangle encore, avec la complicité tacite des impérialismes occidentaux : la compagnie française CGA-CGM, numéro 3 mondial du transport maritime, a cessé toute desserte de Cuba pour obéir aux injonctions de Trump.

C'est à la population cubaine de décider de son sort et des dirigeants qu'elle souhaite se donner, non aux dirigeants impérialistes. C'est notre devoir d'exprimer à son égard, ici, une solidarité internationaliste et de classe !

J.-J. F. • 26/05/2026



Dossier

1936 :

## les Fronts populaires contre la classe ouvrière

→ Dans l'historiographie officielle française, le Front populaire est associé aux congés payés, aux premières « vacances à la mer », aux « jours heureux »... Pourtant, les années 1930 ont surtout été une décennie d'intenses affrontements entre le prolétariat et la bourgeoisie.

L'accession de Hitler au pouvoir en janvier 1933 donna des ailes à l'extrême droite mondiale. Le 6 février 1934, sur fond de scandales de corruption éclaboussant la classe politique, une centaine de milliers de militants fascistes et d'anciens combattants attaquèrent l'Assemblée nationale à Paris, un peu à la manière des trumpistes s'en prenant il y a cinq ans au Capitole. Ils firent tomber le gouvernement et exercèrent une pression à droite sur le nouvel exécutif, qui s'attaqua aux maigres droits sociaux de l'époque.

Dans l'État espagnol, le général Franco, qui s'était déjà illustré par les répressions contre les grèves de mi-

neurs, organisa un coup d'État contre la république récemment proclamée.

C'est au nom de la lutte contre l'extrême droite et de la défense de la démocratie que les partis communistes ont élaboré la politique de « front populaire », c'est-à-dire d'union avec le Parti socialiste, mais aussi avec des partis bourgeois comme le parti radical.

Or, face à l'extrême droite, la classe ouvrière n'est pas restée sans combattre. Les années 1934-1936 ont au contraire vu une remontée des luttes ouvrières partout en Europe, mais aussi aux États-Unis et dans les pays colonisés. Bien loin de permettre à ces mouvements de se développer pour en finir avec la société d'exploitation et d'oppression qui engendre le fascisme, les coalitions de « front populaire » ont au contraire œuvré de tout leur poids à canaliser ces luttes et à mettre les classes ouvrières à la remorque de leur bourgeoisie.

## Front populaire, révolution trahie

Face à la marche des ligues fascistes contre le Parlement le 6 février 1934, le 12 février, les deux principaux courants du mouvement ouvrier, les socialistes et la CGT d'un côté, les communistes et la CGTU de l'autre, ripostèrent par une journée de grève conjointe. Son ampleur galvanisa les participants : face aux menaces du fascisme, de la misère et de la guerre mondiale, l'unité du monde du travail était primordiale.

Mais, à Moscou, Staline avait d'autres calculs en tête. Prônant une alliance avec le parti radical, un des principaux partis bourgeois, il proposait d'échanger l'alliance avec l'URSS contre la canalisation vers les urnes de la colère ouvrière. Le Front populaire était né. Il incluait les syndicats - la CGT et la CGTU fusionnèrent début 1936 - et les associations liées aux diverses fractions de la gauche. Contrairement à ce que dit l'histoire officielle, ce n'est pas cette coalition, victorieuse aux élections législatives d'avril 1936, qui a octroyé les conquêtes sociales associées à son souvenir, mais la grève générale qui les a imposées.

En 1936, le 1<sup>er</sup> mai n'était pas férié. Le 2 mai, deux ouvriers de l'usine aéronautique Bréguet au Havre furent licenciés pour avoir fait grève la veille. Leurs collègues ripostèrent en occupant l'usine le 11 mai : la grève contraignit le patron à réintégrer les deux travailleurs licenciés. Dès lors, le mouvement s'étendit par vagues, d'abord dans la métallurgie, puis dans les autres secteurs industriels. Puis il toucha des catégories d'ordinaire jamais en lutte : les garçons de café, ou bien les ateliers à salariat féminin. En tout, deux millions de grévistes paralysaient 12 000 lieux de travail, en les occupant dans les trois quarts des cas. La légende a retenu les bals dans les cours des usines occupées et la joie. Ils étaient bien réels. La grève est une libération d'un ordre usinier qui sent le baignoire. Mais elle est aussi un combat. Tout le personnel occupait, car il s'agissait d'empêcher quiconque de rendre le contrôle des lieux au patron.

En urgence, le socialiste Blum, devenu chef du gouvernement, réunit les dirigeants de la CGT et du patronat à l'hôtel Matignon. Pour éteindre l'incendie, on sortit les grands moyens : semaine de 40 heures, 15 jours de congés payés, hausse des salaires et, surtout, les conventions collectives qui étendaient à toute une branche les gains obtenus là où il y avait eu une lutte. À un dirigeant patronal qui pressait la CGT d'obtenir la reprise, ses chefs répondirent qu'à force de licencier leurs délégués, les patrons avaient privé la CGT des relais nécessaires. C'est finalement le PCF qui, martelant que l'heure n'était pas à la révolution, obtint la reprise des secteurs clés - les trotskistes défendirent l'inverse, mais pesaient trop peu. Le 7 juillet, le ministre de l'Intérieur socialiste Roger Salengro déclarait : « Si, demain, des occupations de magasins, de bureaux, de chantiers, d'usines, de fermes, étaient tentées, le gouvernement, par tous moyens appropriés, saurait y mettre un terme. » Maurice Thorez, le dirigeant du PCF, demandait aux travailleurs « de ne pas se laisser aller à une action inconsidérée ».

La vague de grève ne s'achèva vraiment qu'à l'automne. Dès 1937, des patrons redressèrent la tête, et, le 16 mars, la police tua cinq manifestants qui dénonçaient les agissements des fascistes à Clichy. Bientôt, Blum fut destitué. Puis le parti radical lâcha le Front populaire. Reformant un gouvernement en alliance avec la droite, il mit à l'ordre du jour le retour aux 48 heures au nom du réarmement. La CGT appella à la grève à reculons le 30 novembre. Dès le lendemain, les ouvriers les plus militants furent licenciés par milliers en représailles. Le patronat tenait enfin sa revanche. Mais, lorsque la Seconde Guerre mondiale éclata, il continua de craindre un réveil de ceux et celles qui avaient fait Juin 36. Ne risqueraient-ils pas de se sentir pousser des ailes une fois Hitler battu ? Ceux des bourgeois qui, depuis trois ans et plus, juraient « plutôt Hitler que Blum » ne tardèrent pas à mettre leurs idées en application...

MATHIEU PARANT • 26/05/2026



MANIFESTATION DANS LA COUR INTÉRIEURE DES USINES RENAULT BILLANCOURT LE 28 MAI 1936.

## FRONT POPULAIRE : AU « PATRIOTISME »

Contrairement à ce qu'a prétendu le régime de Vichy, le Front populaire a, dès 1936, mené une politique de relance de l'industrie d'armement. Ainsi, 14 milliards de crédits ont été votés sur quatre ans, au-delà même de ce que demandait l'état-major. Le prétexte de ce réarmement était le danger représenté par l'Allemagne nazie.

Alors que, comme tous les autres partis communistes, le PCF était né dans la lutte contre la guerre impérialiste, il apporta aussitôt son soutien à cette politique. En juin 1936, l'*Humanité* se prononçait en faveur d'une « armée forte, moderne et motorisée ». Alors que, tout au long des années 1920, les communistes avaient mené un travail dans l'armée pour gagner aux idées révolutionnaires des prolétaires en uniforme, le PCF annonçait officiellement la suppression de toute activité de propagande dans l'armée. Au cours de la grève générale de mai et juin 1936, le PCF n'a absolument pas cherché à développer l'agitation dans les casernes pour lier les luttes de soldats aux luttes ouvrières. Au contraire, les Jeunesses communistes donnèrent pour consigne aux conscrits de « faire leur devoir et de bien servir dans l'armée de la République ». En dé-

# 1931-1939 : la guerre que la classe ouvrière a perdue

Le Front populaire, qui gagna les élections espagnoles de février 1936, réunissait des partis républicains et des partis ouvriers : Parti socialiste (PSOE), Parti communiste (PCE), Parti ouvrier d'unification marxiste (Poum, communiste anti-stalinien), et les principaux syndicats, la CNT (anarchiste) et l'UGT.

## 1931-1934 : UNE VAGUE DE RÉVOLTES

En 1934, face à une première offensive de la droite monarchiste contre la jeune république, proclamée en 1931, une grève générale révolutionnaire dans les Asturies avait permis à l'Alliance ouvrière des anarchistes, communistes et socialistes, de proclamer une république socialiste. Elle fut écrasée dans le sang par le général Franco. À Barcelone, la Gauche républicaine avait proclamé l'autonomie catalane ; le président de la Généralité, Lluís Companys, fut emprisonné.

Trotsky attribuait la défaite asturienne à l'absence d'un parti communiste révolutionnaire capable d'unifier la classe ouvrière autour d'un plan de prise du pouvoir ; en Catalogne, il estimait que le mouvement national aurait pu devenir révolutionnaire si les ouvriers en avaient pris la direction.

## GUERRE CIVILE ET AUTO-ORGANISATION

Le 18 juillet 1936, les militaires d'extrême droite déclenchèrent un nouveau coup d'État contre le Front populaire et la République.

Le gouvernement, au nom de la légalité, refusa d'armer le peuple. Mais les ouvriers prirent les armureries et formèrent des milices, empêchant le putsch à Madrid, Valence et Barcelone.

Des pouvoirs ouvriers et paysans surgirent partout : collectivités agricoles en Aragon, réquisitions d'usines à Valence, contrôle ouvrier des nœuds ferroviaires à Madrid, prise des domaines agricoles en Andalousie, comités gérant la vie quotidienne dans chaque village où

le putsch avait échoué...

Le prolétariat ne luttait plus seulement contre le coup d'État, mais pour sa propre émancipation.

## LE FRONT POPULAIRE CONTRE LA RÉVOLUTION

En octobre 1936, la CNT anarchiste accepta d'entrer au gouvernement ; son dirigeant Fábregas approuva notamment un décret encadrant les collectivisations. En mai 1937 à Barcelone, la CNT, la Fédération anarchiste (FAI) et le Poum dénoncèrent cette politique, se réarmèrent et dressèrent des barricades. Companys, impuissant, remit ses pouvoirs au gouvernement central en échange d'un appui aérien. Après des jours d'affrontement, les directions de la CNT et du Poum appelèrent au désarmement.

Le PCE, lui, envisageait le Front populaire comme un instrument de la politique de coexistence entre l'URSS et les puissances occidentales : Staline envoya des armes, mais chercha à éviter que la révolution sociale nuise aux relations diplomatiques avec la France et la Grande-Bretagne. Pour le PCE, il fallait « d'abord gagner la guerre, puis faire la révolution », ce qui conduisit au démantèlement des organes du pouvoir ouvrier et à réprimer, emprisonner et assassiner les dissidents, comme le secrétaire du Poum, Andreu Nin.

Avant même la victoire militaire de Franco, en privant les paysans et les ouvriers de leurs conquêtes, le Front populaire désamorça la mobilisation de masse.

Extrait d'un article d'Alberto Lavín: « 1931-1939 : la guerra que perdió la clase obrera », publié le 28 février 2026, sur le site de nos camarades d'Izar (izarrevolucion.com) →



# Les Fronts populaires du XXI<sup>e</sup> siècle

Arrivé en tête, sans majorité absolue, aux législatives de 2024, le Nouveau Front populaire a suscité l'enthousiasme de bien des milieux militants, avec le soutien de la CGT, de Solidaires, de la FSU, et même la participation d'organisations qui se réclament du changement de société, comme le NPA-L'Anticapitaliste.

Son programme était pourtant bien fade : retraite à 62 ans, avec 60 ans comme « objectif », Smic à 1 600 euros brut, pas d'interdiction des licenciements, ni de régularisation de tous les sans-papiers, pas plus de remise en cause du militarisme...

Certaines de ses composantes, comme le PS ou les Écologistes, ont elles-mêmes mené des politiques patronales, racistes et impérialistes sous la présidence de Hollande, et, avec le PCF, sous les gouvernements de Mitterrand et de Jospin... Avec la participation de Mélenchon, alors membre du PS!

Ailleurs dans le monde, on ne compte plus les coalitions de gauche qui, au pouvoir, ont suscité la désillusion.

En Grèce, le parti antilibéral Syriza réunissait des courants de la gauche radicale et des militants des mouvements sociaux. Arrivé au pouvoir en 2015, il a dû imposer des politiques d'austérité au bout de quelques mois. Au Portugal, l'alliance du PS, du PC et du Bloc de gauche a nourri des espoirs similaires dans l'électorat ouvrier et populaire, en vain. La droite est revenue au pouvoir en Grèce en 2019 et au Portugal en 2024, avec une montée de l'extrême droite sans précédent depuis la fin de la dictature en 1974.

Le gouvernement espagnol de coalition du PSOE et de Sumar (parti large auquel participe notamment le PCE) est souvent cité en exemple dans des milieux de gauche. Il n'en augmente pas moins les budgets militaires et n'hésite pas à réprimer les grèves et les mouvements sociaux.

Comment croire qu'il en aurait été autrement en France, avec un attelage de partis ouvertement capitalistes ou qui, comme le PCF et LFI, prétendent parvenir avec la bourgeoisie à de bons compromis en faveur des classes populaires ?

Les capitalistes tiennent l'économie sans être élus. Aucun gouvernement, si sincère soit-il, ne leur imposera de recul sérieux. Encore moins des gouvernements d'alliance entre partis ouvriers et bourgeois.

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 26/05/2026

# LE PCF SE RALLIE ET À L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

cembre 1936, le PC vota les budgets de la défense nationale, sanctionnant par là son ralliement effectif à « l'effort de guerre ».

Tout cela au nom de la lutte « contre le fascisme » et de la « défense de la République ».

## LE PCF CONTRE LES PEUPLES COLONIAUX

C'est au nom de ces mêmes principes que le PCF a soutenu la répression des peuples colonisés, tout particulièrement le peuple algérien.

L'explosion révolutionnaire de mai et juin 1936 n'avait pas épargné les colonies françaises : en Algérie, des grèves ont eu lieu dans le secteur du bâtiment, des usines furent occupées... Mais le Parti communiste algérien, au lieu de chercher à encourager ces luttes et à les faire converger avec la grève générale qui se déroulait en métropole, les combattit. En Kabylie, à Djidjelli, la CGT, dominée par les stalinien, organisa l'entrée de non-grévistes européens sous escorte de gardes mobiles et de tirailleurs sénégalais.

En 1937, le Front populaire fit même dissoudre la principale organisation nationale algé-

rienne, l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj. Maurice Thorez, le dirigeant du PCF, justifia cette interdiction en déclarant que « dans les conditions actuelles, l'intérêt des populations indigènes de l'Afrique du nord, comme de toutes les populations françaises, est de rester liées à la métropole dans une même tâche de défense de la paix ».

La même année, alors que la police réprimait une grève de mineurs en Tunisie, tuant 29 personnes, le PCF continua de dénoncer les nationalistes comme des « alliés objectifs des fascistes », des « troupes de la guerre civile » prônant un « séparatisme idiot et rétrograde ».

On le voit, la politique nationaliste du PCF et son alignement derrière la politique colonialiste de la France impérialiste ne date pas d'hier. Elle traduit l'abandon par ce parti du combat pour l'émancipation des travailleurs et des travailleuses, et son ralliement à une politique d'union avec les prétendus éléments « progressistes » de la bourgeoisie.

## À LIRE SUR NOTRE SITE :

« Loin du mythe, la réalité du Front populaire. Non au Front populaire, oui à l'unité dans la lutte ! » →

Lydie Grimal, 13 juin 2024



← « La grève générale de 1936 et l'avènement du Front Populaire »

Formation du NPA Jeunes Révolutionnaires, 20 juin 2024

# Manifestation contre toutes les répressions le 20 juin à Paris : Le soutien s'élargit !

L'initiative prise par plusieurs équipes de syndicalistes postiers combattifs et la Fédération SUD-PTT de proposer une manifestation commune de tous les secteurs militants réprimés prend de l'ampleur.

À l'heure où Sophie Binet est mise en examen parce qu'elle a dénoncé un peu trop vertement un patron au goût de ces messieurs-dames les juges, l'idée d'une manifestation commune de toutes celles et tous ceux dans le viseur paraît plus que jamais d'actualité.

La manifestation partira du siège de La Banque postale pour protester contre la force toute particulière de la répression à La Poste : condamnation des cinq postiers du 92 au pénal pour « violation de domicile », quand il s'agissait d'une simple visite de postiers grévistes au siège de leur entreprise, avec six mois de prison avec sursis à la clé pour Gaël

Quirante, secrétaire de SUD Poste 92 ; des procédures disciplinaires contre le secrétaire de la CGT FAPT du Nord, Éric Dyson ; licenciement de Sam, représentant départemental de SUD Poste des Pyrénées-Orientales, puis dans la foulée, de nouvelles procédures disciplinaires contre quatre représentants CGT et SUD dans le même département, procédures disciplinaires en série contre des représentants locaux et départementaux de SUD Poste dans les Bouches-du-Rhône, dans le Morbihan...

La manifestation passera par le ministère des Affaires étrangères pour dénoncer les poursuites en série contre celles et ceux qui se dressent contre le génocide des Palestiniens, comme Rima Hassan de LFI et de nombreux militants syndicaux comme Jean-Paul Delescaut, secrétaire de la CGT du Nord, récemment relaxé, comme Alex de Solidaires

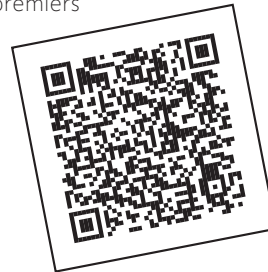
Informatique et de l'entreprise Pelico ou comme David Pijoan secrétaire du Snes de Gironde, poursuivi pour avoir participé à une manifestation spontanée de soutien aux flottilles...

Parmi les signataires de l'appel : des députés de La France insoumise et La France insoumise en tant qu'organisation, le sénateur et directeur de *l'Humanité*, Fabien Gay, des personnalités du milieu culturel comme le réalisateur Robert Guédiguian, les principales organisations de jeunesse (Unef, Jeunes insoumis, Le Poing levé, Coordination syndicale étudiante, Fédération syndicale étudiante (FSE), Solidaires étudiant-e-s, Union étudiante (UE), NPA-Jeunes-Révolutionnaires et bien sûr un nombre croissant de structures syndicales SUD et CGT. Rendez-vous à Paris le 20 juin à 15 heures devant le siège de La Banque Postale, 111 rue de Sèvres



CORRESPONDANT • 26/05/2026

Le lien pour signer l'appel avec la liste des premiers signataires



# LA POSTE : DES GRÈVES EN PLUS GRAND NOMBRE

Dix jours de grève à Paris, quinze fin mars, puis nouvelle grève le 23 avril, grève majoritaire à la collecte de Paris 17 le 27 avril, grève majoritaire à Saint-Germain-en-Laye le 29 avril et nouvelle grève en préparation début juin, grève majoritaire à Clamart-Meudon-Meudon-La-Forêt le 26 mai... Les réorganisations qui suppriment parfois jusqu'à 40 % des tournées suscitent des réactions plus nombreuses et plus massives ces dernières semaines que l'année dernière. Une journée de grève est appelée le 10 juin, le même jour que les cheminots, dans les bureaux de poste du 92 et du 78. Un mouvement de grève reconductible dure depuis le 12 mai dans les bureaux de la Martinique. Des signes que le climat à La Poste évolue vers une généralisation des conflits locaux ?

CORRESPONDANT • 26/05/2026

# Stellantis : 60 milliards pour massacrer l'emploi

Jeudi 21 mai, le directeur général, Antonio Filosa, a détaillé son plan mondial de relance de Stellantis, intitulé « Fastlane 2030 » : 60 milliards d'investissements sur cinq ans. Pour justifier des baisses d'effectif et blocages de salaire en février, le groupe expliquait qu'il était en déficit de 22 milliards. Maintenant, c'est le déluge d'argent pour « croître avec de la rentabilité ». En réalité, le déficit n'était que jeu d'écriture, Stellantis se porte très bien (déjà 377 millions de profits au premier trimestre) et veut intensifier sa guerre économique avec ses concurrents et surtout contre ses salariés.

Le plan d'investissement prévoit des alliances : avec le constructeur chinois Dongfeng pour produire à Stellantis Rennes une voiture haut de gamme chinoise, le partage des usines Stellantis Saragosse et Madrid avec le chinois Leapmo-

tor pour produire des voitures chinoises et recherche d'un partenariat aux États-Unis avec Jaguar Land Rover (du trust indien Tata Motors). Des pistes sont étudiées aussi en Italie. Avec ces ententes, Stellantis espère multiplier ses sources de profits, augmenter les taux d'utilisation des usines, voire gagner de l'argent en vendant au final des usines qui tournent au ralenti. L'idée : rationaliser la production avec des concurrents pour mieux écraser d'autres concurrents.

Lors de l'annonce du partage de l'usine Stellantis Rennes, les syndicats proches des patrons français, les premiers à dénoncer les délocalisations en Chine et à invoquer la défense de l'industrie française, se sont dits favorables à l'arrivée de Dongfeng à Rennes, pour y garder leur petit pouvoir : le sort des travailleurs en France ou en Chine, ce n'est pas leur problème.

Ces partages et ces ventes d'usines se traduisent souvent par des suppressions de postes. Au final, Stellantis peut même sous-traiter les fermetures de sites aux repreneurs. Pour les travailleurs, faire une voiture française ou chinoise ne change rien, les capitalistes chinois seront aussi exploités que ceux de Stellantis (dont la famille italienne Agnelli est actionnaire à 14,2 %, les Peugeot à 7,1 %, Dongfeng 1,5 %, et l'État français à 6,1 %).

## STELLANTIS RENNES ATTAQUÉ APRÈS DOUVRIN ET POISSY

La fabrication d'un véhicule chinois va-t-elle sauver l'emploi à Rennes ?

On ne connaît pas les volumes de production (une voiture à un prix exorbitant ne se vendra pas comme des petits pains), ni la date de lancement, ni le pourcentage d'intérimaires, avec combien de CDI. Quel sera l'impact pour les milliers de sous-traitants ? Le projet reste flou, mais les travailleurs n'ont aucune raison de faire confiance aux patrons, anciens comme nouveaux.

Le plan Fastlane 2030 affiche sans complexe l'objectif d'accélérer la baisse de production, en Europe notamment : -20 % de production (800 000 voitures en moins, soit plus que la production annuelle des cinq usines d'assemblage françaises) donc autour de -20 % de personnel (ouvriers, techniciens, cadres, sous-traitants). Tout cela s'ajoute, rien qu'en France, à la fermeture de Stellantis Douvrin dans le Nord prévue cette année et à l'arrêt définitif de la production de véhicules à Stellantis Poissy (2000 salariés) pour 2028. Avec ce plan, Stellantis précipite l'organisation de sa casse mondiale de l'emploi. Pour nous, les travailleurs, la seule perspective, loin des pièges nationalistes, devra aussi passer par une riposte mondiale, celle de la classe ouvrière.

CORRESPONDANT • 26/05/2026



## SNCF

# Annemasse : grèves pour l'embauche et contre la vie chère

Démarré au mois de novembre au technicentre d'Annemasse, un mouvement d'un ou deux jours de grève, faisant participer jusqu'à 60 % de l'effectif, s'est maintenu jusqu'en mars. Les revendications : trois embauches et 300 euros de prime de vie chère. La direction a fini par céder sur l'ouverture de trois postes (qu'elle a appelé « postes en sureffectif » !). Mais rien sur nos revenus, si ce n'est, fin mars, une revalorisation de la part fixe de la prime dite de « performance globale », passant de 40 à 75 euros mensuels.

Nous avons alors décidé de reprendre le mouvement, en l'élargissant à tous les collègues qui touchent cette prime. Objectif : 300 euros de part fixe ! Après une journée de grève le 24 avril et un préavis déposé pour le 4 mai, la direction a revu sa copie et propose finalement une revalorisation de la part fixe à 100 euros. Nous nous sommes réunis en assemblée générale et avons finalement décidé d'accepter cette proposition, pour deux raisons principales :

- pour que la direction ne puisse pas diviser les services, les collègues de la traction étant préoccupés en ce moment par les roulements ;
- il nous a semblé stratégique d'enterrer cette première victoire et de laisser la possibilité d'une nouvelle mobilisation.

Bien que le résultat soit inférieur à notre revendication initiale, ces 60 euros mensuels d'augmentation et le renforcement de la part fixe de cette prime sont ressentis comme une victoire par tous les collègues.

Nous nous concentrons maintenant sur la mobilisation du 10 juin et avons déjà prévu un repas après l'AG pour fêter la réussite de notre mouvement !

CORRESPONDANT • 26/05/2026

## GRENADE

# Manifestation des femmes de chambre : « Sans nous rien fonctionne ! »

Le 23 mai, les femmes de chambre de Grenade ont repris la rue comme elles l'avaient déjà fait le 31 mai 2025. Près de 250 personnes étaient présentes.

Elles ne manquent pas de raisons de crier leur colère : des quotas de chambres à nettoyer impossibles à tenir, des heures de travail non payées, des conventions collectives non appliquées. En effet, à la place de la convention collective de l'hôtellerie, beaucoup de travailleuses se voient appliquer celle du nettoyage (surtout lorsqu'il s'agit de sous-traitants). Et cela n'est pas un hasard : la différence de salaire entre ces deux conventions peut aller jusqu'à 300 euros, en plus des différences concernant les congés.

Toutes y laissent leur peau ! Concrètement, des mesures de quantification de la charge de travail ont été mises en place sous la pression du syndicat des femmes de chambre - la CSTA (Coordination syndicale des travailleuses d'Andalousie) - dans deux établissements de Grenade. Elles ne laissent aucune place au doute : ces fiches de poste sont irréalisables. Les conséquences de cet abus : une usure physique énorme. Il faut donc réduire le nombre de chambres à nettoyer par jour, et améliorer les conditions de travail, en installant des roues sous les lits de tous les établissements afin de soulager l'usure physique que subissent les femmes de chambre.

Sans surprise, avec ces rythmes de travail, la retraite sera impossible pour l'immense majorité des travailleuses du secteur. Seulement 5 % des femmes de chambre parviennent à prendre leur retraite à l'âge prévu.

## SNCF

# Vive la grève !

Le 10 juin, les cheminots de la SNCF et de ses filiales sont appelés à la grève par les quatre fédérations syndicales représentatives dans l'entreprise (CGT, Unsa, SUD-Rail, CFDT).

### LES RAISONS DE LA COLÈRE

L'appel semble déjà rencontrer un certain écho. Les discussions entre collègues sont en tout cas faciles, notamment sur les salaires. Les dernières négociations annuelles obligatoires ont accouché d'une augmentation générale de 0,18 %... une somme bien ridicule, surtout comparée à la cherté de la vie, due en particulier à la hausse brutale des prix des carburants depuis le début des bombardements américains en Iran.

Les discussions sur les différents sites vont bon train, car les attaques contre les cheminots se multiplient. En plus des salaires qui stagnent face à l'inflation, la SNCF multiplie les restructurations. Les suppressions de postes s'enchaînent et les équipes de travail se retrouvent en sous-effectif permanent.

L'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire est une occasion pour l'entreprise d'accentuer ses offensives. Pour remporter les appels d'offres, elle crée des filiales, dans lesquelles elle transfère de force les salariés. Ces filiales sont des zones de non-droit, où les garanties sur les salaires et les conditions de travail sont très incertaines. C'est l'ensemble de cette situation qui pousse de nombreux travailleurs à bout. Les arrêts de travail et les burnouts sont en hausse, et pire encore, on

observe depuis quelques mois une vague de suicides (13 cheminots se sont donné la mort depuis le début de l'année).

### TRANSFORMER LE RAS-LE-BOL EN RÉVOLTE COLLECTIVE

En 2025, la SNCF a réalisé 1,8 milliard de bénéfices. En 2026, elle prévoit déjà d'en réaliser 2,3... alors ce n'est pas l'argent qui manque ! Si les profits explosent année après année, c'est bien parce que l'entreprise aggrave l'exploitation de tous les travailleurs... et elle ne compte pas s'arrêter là ! L'ancien Premier ministre et nouveau PDG, Jean Castex, a déjà annoncé vouloir supprimer cinq jours de repos par an aux travailleurs transférés dans les filiales.

Dans le ferroviaire la direction est à l'offensive. Aux cheminots de se saisir massivement de cette journée de grève pour exprimer leur ras-le-bol et en profiter pour se réunir tous ensemble, à l'occasion d'une grève dans tous les services. Cette date pourrait alors devenir un point d'appui pour toutes celles et tous ceux qui veulent préparer la contre-offensive à toutes les attaques patronales !

STANISLAS ERREN • 26/05/2026

## SNCF

# Ateliers de Quatre Mares (Sotteville-lès-Rouen) : une colère multiforme

À Quatre Mares, le chiffre inédit des 13 suicides à la SNCF depuis le début de l'année préoccupe beaucoup. Cela fait écho au ressenti des cheminots des ateliers sur la dégradation de leurs propres conditions de travail. D'abord, avec la massification du travail en quart qui a bouleversé les rythmes de travail et de vie de beaucoup d'entre nous, puis avec la mise en place de méthodes de travail héritées de l'industrie automobile, sur le modèle de la chaîne dans presque toutes les équipes et aussi le recours permanent à l'intérim. Aujourd'hui, c'est la volonté de la direction de mettre en place des pointeuses qui fait discuter les collègues de tous les secteurs du site. Ce vieil outil patronal a toujours servi à renforcer la surveillance et à sanctionner tous les petits retards sur la fiche de paie, personne ne devrait en douter et encore moins au sein des organisations syndicales !

Les discussions sont aussi polarisées par la question des salaires. On voit chaque année des records de profits : 1,8 milliard en 2025. Et nos salaires, eux, ne seront augmentés que de 0,25 % en juillet et en octobre, pas de quoi remplir le frigo ou faire le plein.

La direction nous explique que toutes ces attaques servent à se préparer à la concurrence. Mais elle cherche surtout à faire de plus en plus de profits, en rognant sur nos conditions de travail et nos salaires, quitte à pousser certains cheminots à bout.

Mais les collègues l'ont bien compris, alors l'ambiance pourrait bien devenir explosive d'ici le 10 juin pour la journée de grève intersyndicale ou même avant. Pour défendre nos salaires et nos conditions de travail, retrouvons-nous en assemblée générale, et bientôt dans la grève et dans la rue avec tous les autres cheminots de l'agglomération rouennaise !

CORRESPONDANTS • 26/05/2026

Les combats menés par les sections syndicales de CSTA dans plusieurs hôtels de Grenade ont gagné l'application de la convention collective, la mise en place de négociations que les entreprises et les hôtels ont été contraints d'accepter.

Lors de cette manifestation - pour les conditions de travail, le salaire et le droit à une retraite anticipée, le NPA-Révolutionnaires était présent. Notre délégation de plusieurs secteurs (dont la Poste, l'éducation...) et de jeunes a apporté une solidarité internationaliste et de classe. Nos liens militants et organisationnels doivent se renforcer. Nos luttes doivent converger ! L'unité entre les travailleurs, les travailleuses et la jeunesse du monde entier est la seule voie !

CORRESPONDANTE • 26/05/2026



## METZ

# L'écologie, le caillou dans la chaussure du ministère... de l'Écologie

La venue des DRH des ministères de la Transition écologique et de l'Aménagement du territoire a été accueillie ce jeudi 21 mai à la nouvelle cité administrative Polygone de Metz par des salariés en grève.

De la Dreal (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) et de la DDT (Direction départementale des territoires), ils tirent le même constat : « Le ministère nous fait jouer à Achille et la tortue », nous confie une gréviste ; depuis qu'il n'est plus possible de poser une option sur les postes avant qu'ils soient vacants, les équipes sont contraintes de travailler avec 70 voire 50 % de leur effectif la moitié de l'année. Résultat, des postes non pourvus pendant dix à douze mois, une aubaine pour le gouvernement.

« On est censé bosser pour le ministère de l'Écologie, mais face aux logiques d'investissement, de rentabilité... l'écologie est en fait considérée comme un obstacle par la direction », s'agace un autre gréviste, évoquant dans la foulée le budget de la Défense encore rallongé de 36 milliards d'euros.

Le gouvernement sous-traite alors une partie de ses missions, celle de l'inspection de la qualité de l'eau potable notamment, à des compagnies privées, elles-mêmes chargées du contrôle de leur activité ! « On est obligé de passer derrière, et souvent, on fait bien... », continue le même salarié.

Autre conséquence, une ambiance tendue au sein des équipes et avec la hiérarchie, qui est même venue à bout de plusieurs chefs de service aujourd'hui démissionnaires. Le regroupement des services dans cette nouvelle cité administrative a permis aux équipes syndicales d'échanger plus facilement. Elles ont ainsi, avant même l'ouverture du site, obtenu la création d'une cantine pour tous les agents sur place !

À la fin du rassemblement, une petite délégation part pour le Lidl d'Ogy-Montoy-Flanville, où une grève illimitée accueille cette fois le ministre du Travail. La firme, affichant fièrement 16 milliards de bénéfice annuel, s'apprête pourtant à supprimer près de 550 emplois, soit plus d'1 % de sa masse

salariale. Face aux patrons et au gouvernement, nous aussi, travailleurs et travailleuses, faisons front pour refuser les fermetures de postes et les licenciements !

BENJAMIN PALKA • 26/05/2026



## Tapis rouge et têtes hautes pour les grévistes de Bourguébus

Mercredi 20 mai, c'était le clap de fin d'une grève de plus de huit mois à l'usine de lin de Bourguébus dans le Calvados.

Tout a commencé en juin 2025 lorsque plusieurs ouvrières décident de monter une section syndicale CGT<sup>1</sup> pour dénoncer nombre de dysfonctionnements (« 123 non conformités », dira plus tard l'inspecteur du travail). À la suite de quoi, l'une d'entre elles se voit notifier son licenciement. Depuis septembre, où elles étaient sept, leur grève a rencontré bien des

obstacles. L'un des derniers en date, et pas des moindres : le directeur du site de Bourguébus, s'est fait élire président du conseil prud'homme dans le collège employeur. De fait, bien que la bataille juridique ne soit pas terminée et qu'une formation aux VSS ait été rendue obligatoire dans tout le groupe, les grévistes ont pu expérimenter semaine après semaine de nombreuses impasses institutionnelles : de la déléguée ministérielle de Farandou censée recadrer l'inspection du travail jusqu'aux

prud'hommes, en passant par les divers élus locaux, aucune institution n'a pu les aider, ne serait-ce que pour imaginer un plan de reprise avec des garanties sur leur santé et leur sécurité. Ce qu'elles retiennent au contraire, outre la fierté personnelle de ne pas avoir baissé la tête face aux patrons : « la force indestructible du collectif », selon les mots d'une gréviste, en référence aux nombreuses personnes venues les soutenir. L'élargissement de la grève sur le site mais aussi à tout le groupe Depestele, notamment sur le site de Saussay-la-Campagne dans l'Eure, aurait pu être décisif, et sera sans aucun doute une condition pour gagner les prochaines batailles.

CORRESPONDANTE • 26/05/2026



1 Voir notre article :



et notre interview :



## GRÈVE, OCCUPATION... RÉGULARISATION !

Le 19 mai dernier, c'est une victoire qu'ont obtenue par la grève les coiffeuses et esthéticiennes du 65 boulevard de Strasbourg à Paris : neuf d'entre elles ont été régularisées.

Les quatorze salariés de ce salon étaient en lutte depuis le 3 mars. Ils occupaient leur lieu de travail de jour comme de nuit.

Pendant deux mois et demi, épaulés par des militants CGT de Paris, ils ont accueilli les soutiens lors de soirées festives notamment pour médiatiser et populariser leur combat.

En situation de précarité depuis de nombreux mois, ils réclament toujours leurs impayés de salaire, et que l'employeur soit condamné pour des pratiques qui relèvent de la traite d'êtres humains.

Par exemple ils ont dénoncé les retenues sur salaire pour obtenir les fiches de paie, l'absence de congés payés ou encore l'usage sans protection de produits nocifs pour leur santé.

C'est la préfecture qui a craqué la première. En régularisant neuf grévistes « sans-papiers », le préfet n'a pas attendu un quelconque jugement.

Le rapport de force, imposé par des grévistes unis et déterminés à tenir jusqu'au bout, l'a emporté.

Même s'il ne s'agit que d'un début, avant l'aboutissement de démarches judiciaires, c'est un exemple que de nombreux travailleurs peuvent reproduire pour leurs droits.

Qu'ils soient « sans papiers » ou en renouvellement de leur titre de séjour, l'arbitraire de l'État et l'arrogance des exploiters peuvent être renversés par les salariés en lutte.

CORRESPONDANT • 26/05/2026

# Le NPA-R à la fête de Lutte ouvrière (LO)

La fête de LO, le plus grand rassemblement d'extrême gauche en Europe, a battu cette année des records avec plus de 10 000 entrées. Le beau temps a aidé, mais c'est surtout le résultat des efforts militants des camarades de LO. Nous les remercions d'autant plus d'accueillir gracieusement un stand du NPA-R et de nous donner l'occasion d'y défendre nos idées.

Notre forum a lui aussi battu des records de fréquentation avec près de 800 personnes. Il a permis de continuer de vive voix un débat que nous avons entamé par écrit avec LO, à propos de la nécessité d'un pôle des révolutionnaires, dans les élections comme dans les luttes. Cette discussion se poursuivra lors de nos Rencontres d'été révolutionnaires, du 22 au 26 août dans le Vaucluse. Inscrivez-vous pour y assister – et contactez-nous pour aider au lancement de la campagne présidentielle du NPA-R!

## KEN, OUVRIER DANS L'USINE STELLANTIS POISSY

C'est impossible de faire confiance à des menteurs comme nos patrons. La direction veut cacher son plan de fermeture du site. La bataille à l'intérieur de l'usine est déterminante. Mais pour être convaincant à l'intérieur, il va falloir aussi se battre et se montrer à l'extérieur. Si nous parvenions à nous coordonner avec d'autres salariés en lutte, le rapport de force changerait à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine. Et ce qui changerait aussi, c'est ce que nous pourrions revendiquer et obtenir.

La CGT, le PCF, la France insoumise sont totalement incapables de mener cette politique et s'y opposent même. Leur politique à eux, ce sont les impasses électorales et parlementaires, le nationalisme économique, des projets industriels bidons qui sont la moindre garantie d'emploi et qui en plus sont refusés par les capitalistes.

Seule l'extrême gauche, le NPA-R et LO, proposent une politique de coordination aux travailleurs pour convaincre à l'intérieur de l'usine et peser à l'extérieur. Il va falloir tenter au maximum, les mois prochains, cette coordination.

## GAËL QUIRANTE, POSTIER LICENCIÉ ET SYNDICALISTE

On ne va pas arrêter de proposer l'unité des révolutionnaires.

naires. Parce qu'aujourd'hui, la situation politique, la guerre sociale et la guerre tout court l'exigent. Pas parce qu'on serait acculé, sur la défensive, à ne pas savoir quoi faire, mais pour des raisons politiques, qui sont d'ailleurs citées dans le courrier des camarades de Lutte ouvrière.

LO et le NPA-R considèrent qu'il est aujourd'hui essentiel de mettre au centre la classe ouvrière, l'indépendance de classe. Cette conviction que sans la classe ouvrière rien ne fonctionne, on la porte chevillée au corps dans toutes les luttes, dans les entreprises, dans les quartiers ou dans les lieux d'études. C'est la classe ouvrière qui a la force d'en finir avec l'exploitation et l'oppression.

Ce qui nous unit est aussi d'assumer pleinement une perspective révolutionnaire, de défendre une société communiste et de revendiquer le trotskisme.

Nous avons défendu en parallèle dans nos campagnes que tout était possible au travers de nos luttes, de nos grèves et de leur généralisation, sans pipoter sur la réalité du rapport de forces. Mais les camarades de Lutte ouvrière alourdissent le trait sur les reculs de la situation, pour justifier qu'il n'y aurait pas besoin de faire ensemble.

Évidemment qu'on n'a pas un boulevard, on n'est pas en 68. Mais en vérité, ce qui manque, ce ne sont pas des luttes, mais des militants et des militantes révolutionnaires capables d'y intervenir pour qu'elles aillent jusqu'au bout. On a aussi cette responsabilité, à notre échelle, de porter cette perspective.

## SELMA LABIB, CONDUCTRICE DE BUS

On peut se poser le problème de ce qui manque aux travailleurs qui baissent la tête et qui ne se sentent pas aujourd'hui la force de se battre, mais on peut aussi prendre le problème dans

Retrouvez l'ensemble des échanges écrits avec LO et la vidéo de notre forum



l'autre sens : qu'est-ce qui a manqué aux travailleurs qui, eux, ont relevé la tête et se sont battus ? Il a manqué une perspective autre que les impasses défendues par les centrales syndicales ou par la gauche.

Parce que cette gauche, elle ne s'en prend jamais au pouvoir des patrons. Quand Mélenchon s'intéresse aux usines de l'armement, c'est pour aller discuter avec Trappier, le patron de Dassault, pas avec les travailleurs du secteur ! Alors que le capitalisme nous emmène dans une nouvelle crise, qu'ils veulent encore nous faire payer, une crise financière, doublé d'un choc pétrolier, que nous promet la FI ? Une « économie verte » pour sortir de la dépendance au pétrole, et plus de « réglementation » du secteur financier.

La question qu'on veut discuter à cette fête, entre révolutionnaires, c'est : avons-nous un rôle à jouer là-dedans ? On pense qu'en agissant ensemble, on pourrait avoir un écho plus large que celui qu'on a aujourd'hui.

Dans sa réponse à notre proposition, LO prétend que rien n'indique qu'on ferait ensemble plus de voix que la somme de nos scores séparés. C'est vrai, personne ne peut l'affirmer. Mais qui peut nier que ça répondrait à une certaine aspiration à l'unité qu'on entend partout, tout en conservant une délimitation stricte avec la gauche institutionnelle et nationaliste, fût-elle radicale comme la France insoumise ? Ce serait un facteur de clarification politique.



**4<sup>e</sup> RENCONTRES D'ÉTÉ RÉVOLUTIONNAIRES**  
22 - 26 AOÛT 2026 DANS LE VAUCLUSE

Un été pour préparer les luttes et la révolution

Formations, débats, culture, piscine, concerts, cinéma, librairie, karaoké...

Inscriptions

npa-revolutionnaires.org

**NPA** RÉVOLUTIONNAIRES

## MANGA

### GEN AUX PIEDS NUS

KEIJI NAKAZAWA

Le Tripode, 2025 (pour la nouvelle édition française), dix volumes, en cours de publication

Et si le meilleur témoignage sur les horreurs de la Seconde Guerre mondiale au Japon était un manga ? Dans les années 1970, Keiji Nakazawa entreprend le récit largement autobiographique d'une famille habitante d'Hiroshima et offre en dix tomes une fresque sur dix ans de la société japonaise où rien n'est épargné.

Dans la droite ligne des discours pacifistes de son père, l'auteur s'attache à montrer que si les élites japonaises ne se sont pas mal sorties de la défaite militaire et de l'occupation américaine, les classes populaires ont, elles, payées de mille et une monstruosité les conséquences d'une guerre qui n'était pas la leur.

Adoubée et préfacée par l'illustre Art Spiegelman, l'auteur de la BD-monument *Maus* sur le génocide des Juifs, utilisée dès sa parution par des organisations politiques américaines pour dénoncer notamment l'enfer des bombardements nucléaires, traduite dès les années 80 en français à une époque où bien peu de mangas avaient une chance de sortir en Europe, l'œuvre de Keiji Nakazawa était pourtant devenue difficilement accessible en France à des prix corrects. Une réédition des dix tomes, étalée d'octobre 2025 à mai 2027, aux éditions Le Tripode vient corriger ce manque.



FRANCK ROUVIER

# RENCONTRES INTERNATIONALISTES DE PARIS

## À la veille de bouleversements imminents, discussions sur l'orientation des révolutionnaires

### LISTE DES PARTICIPANTS :

#### Délégations ayant présenté des contributions écrites<sup>1</sup> :

1 Anarcho-Syndicalist Initiative, Serbie ; 2 Gruppe Arbeiter : innen Macht, LIS, Allemagne ; 3 Bir Kar, Turquie ; 4 Brescia Anticapitalista, Italie ; 5 Committee for a Workers' International, Grande-Bretagne ; 6 Contro Corrente, Italie ; 7 Controvento, Italie ; 8 Diethnismos, Grèce ; 9 Frontline Socialist Party, Sri Lanka ; 10 Gauche révolutionnaire, CWI, France ; 11 Une organisation de Chine ; 12 International Bolshevik Tendency, Grande-Bretagne/Nouvelle-Zélande ; 13 International Socialist Alternative (Revolutionary), USA ; 14 Internationalist Standpoint, Grèce ; 15 Izquierda Anticapitalista Revolucionaria, État espagnol ; 16 JRCL (Tankyu-ha), Japon ; 17 Libération communiste, Grèce ; 18 L'internationaliste, France ; 19 Lotta Comunista, Italie ; 20 Manjanigh, Iran ; 21 Marxist Unity Group, USA ; 22 MST – LIS, Argentine ; 23 NPA-Révolutionnaires, France ; 24 OKDE Spartakos, Grèce ; 25 Partito Comunista dei Lavoratori, Italie ; 26 Revolutionär Sozialistische Organisation, Allemagne ; 27 Revolutionary Communist International Tendency, Autriche ; 28 Revolutionary Left Party, Syrie ; 29 Rivoluzione Comunista, Italie ; 30 Socialist Horizon USA ; 31 International Communist League Spartacist, USA-Canada ; 32 Workers' Liberty, Grande Bretagne ; 33 Workers Power, Grande Bretagne ; 34 Assemblée anarchiste de Kharkiv, Ukraine ; 35 Ligue socialiste, Ukraine, Novij Prometei ; Russie 36 Révolution socialiste, Brésil ; 37 La Lutte, Pakistan ; 38 Congrès révolutionnaire permanent, Kenya ; 39 Speak Out Now, États-Unis ; 40 Organisation socialiste des Travailleurs, Argentine ; 41 Parti communiste indien (marxiste léniniste) Étoile rouge, Inde ; 42 Tendence marxiste révolutionnaire d'Iran, Iran ; 43 Hada Raïna, Algérie ; 44 Sinistra Anticapitalista, Italie ; 45 Alternative libertaire, Italie ; 46 Socialist People Forum, Sri Lanka ; 47 Workers International Network, Grande-Bretagne

#### Des observateurs :

48 Aurora, Espagne ; 49 Courant ouvrier révolutionnaire internationaliste, Belgique ; 50 Lutte socialiste, Israël (qui n'a pu venir pour raisons militantes) ; 51 et 52 une organisation de Chine et une autre d'Allemagne ont participé mais ne veulent pas rendre publique leur participation du fait de leurs activités.

Des camarades d'Algérie, du Maroc, du Kenya, du Pakistan, du Sri Lanka, du Nigeria se sont vu opposer un refus de l'État français malgré les garanties fournies de caution, d'assurance, et même du paiement des voyages par la solidarité militante.

Pour débattre, un système de traduction simultanée militant a été mis en place avec les camarades de Lotta Comunista : en anglais, allemand, arabe, castillan, français et italien.

<sup>1</sup> Ces cahiers seront disponibles en pdf pour les militants du NPA-R et pour les abonnés de *Révolutionnaires* sur simple demande.



Les rencontres internationalistes de Paris des 15, 16 et 17 mai ont regroupé des militantes et militants anarchistes, trotskistes, léninistes, de la gauche communiste de cinq continents. Cette quatrième édition se proposait de discuter le premier jour de l'intervention des révolutionnaires dans la jeunesse et les deux jours suivants des questions internationales, à propos de l'opposition aux guerres impérialistes et aux guerres sociales. Cette rencontre a été marquée par les interventions de militants d'Asie où le prolétariat est en expansion, bien évidemment de la guerre contre l'Iran, le tout avec l'ombre portée de la rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine.

## Implanter le communisme dans la jeunesse

La première journée abordait les discussions pratiques d'intervention des révolutionnaires sur les lieux d'études, de formation, les quartiers populaires. Avec une première série d'interventions suivies dans l'après-midi de réponses et d'échanges. Les différences d'échelle, de conditions de militantisme, de développement de la lutte des classes ont mis en lumière des expériences diverses, mais toutes portées par la polarisation sociale et la militarisation des sociétés.

Les camarades du RSO d'Allemagne et de la LCR du Japon ont abordé l'émergence de minorités significatives de la jeunesse qui se mobilisent contre la conscription militaire qui se profile, avec toutes les difficultés pour construire des mobilisations nationales avec des syndicats très réticents à s'engager.

Les camarades d'Izar sont intervenus pour souligner les caractères spécifiques de politisation de la jeunesse, et pas seulement scolarisée, qui en fait un secteur stratégique favorable à l'implantation des idées révolutionnaires. Dans le même sens, le GAM d'Allemagne (Ligue internationale socialiste) a posé la question de ne pas cantonner la jeunesse à un rôle de réservoir de recrutement, mais à lui appliquer des tactiques adaptées qui permettraient à de nouvelles couches de s'intégrer dans des organisations révolutionnaires minoritaires.

La camarade de l'IBT de Nouvelle-Zélande a insisté sur le rôle de la jeunesse dans les luttes démocratiques (questions de transidentité, éducation, prolétarisation) et la Ligue communiste internationale (Spartacist), en accord sur les interventions précédentes, a insisté sur la nécessité de prendre de la distance avec l'activisme afin de comprendre les défaits du mouvement ouvrier.

Frontline du Sri Lanka, Bir Kar de Turquie, le MST d'Argentine et le NPA-R ont développé ces discussions et ces éléments partagés, sur deux plans différents. D'abord sur le travail dans les lieux d'études et de formation professionnelle, par l'intervention directe ou via des organisations syndicales, ou légale permise par le régime d'Erdoğan, ou d'ONG pour le Sri Lanka. Avec deux difficultés militantes : lier cette périphérie militante aux noyaux révolutionnaires et articuler ce travail jeune avec la construction de l'organisation révolutionnaire.

Ensuite, le MST a évoqué la nécessité de réfléchir, dans le cadre de cette montée des périls, entre la poussée de l'extrême droite mondiale et la militarisation et les guerres, à impulser des rencontres internationales, et envisager des organisations anti-capitalistes larges à même d'accueillir une

nouvelle génération. Lotta Comunista (LC), d'Italie, a pour sa part réaffirmé sa grille de lecture de la période, à savoir celle de la passivité sociale. Cela n'implique nullement pour les révolutionnaires une passivité dans l'intervention. Ainsi LC a exposé ses résultats de recrutement, significatifs, mais surtout de contacts avec des dizaines de milliers de discussions obtenues par un travail systématique de vente de presse, de porte-à-porte, de réunions de formation et d'organisation dans des cercles ouvriers et de bénévolat dans les quartiers qui permettent, selon l'expérience de ces camarades, de créer des liens et de mesurer l'engagement des jeunes qui se sont rapprochés.

## LES CONTRIBUTIONS DE NOTRE COURANT<sup>1</sup> EN CONSTRUCTION

Le NPA-R regroupe dans sa direction principalement deux minorités provenant des deux principales organisations trotskistes de ce pays à savoir Lutte ouvrière (L'Étincelle) et la Ligue communiste révolutionnaire (Anticapitalisme et révolution, A&R). Sur le plan international, quatre autres organisations collaborent étroitement dans une perspective commune : Speak Out Now ! des États-Unis, le RSO d'Allemagne, Izar de la péninsule ibérique, l'OKDE Spartakos de Grèce.

<sup>1</sup> <https://npa-revolutionnaires.org/conference-de-paris-2026/> →



# L'arrivée de Lénine à Shanghai, le retour de Trotski à Téhéran

« [La conférence] de 2026 a superposé ces points politiques aux analyses sur les tâches des révolutionnaires face au conflit grandissant entre les États-Unis et la Chine, et à la guerre au Moyen-Orient »

« Dieu a créé la guerre pour faire découvrir la géographie aux Américains. » Ce bon mot doux amer de Mark Twain est devenu un fil rouge pour les participants des conférences internationalistes. La première conférence a affronté la guerre en Ukraine, la deuxième la logique génocidaire en Palestine, la troisième l'émergence de la Chine et les dynamiques des luttes de libération nationale. Celle de 2026 a superposé ces points politiques aux analyses sur les tâches des révolutionnaires face au conflit grandissant entre les États-Unis et la Chine, et à la guerre au Moyen-Orient, en particulier en Iran.

L'expérience antimilitariste des anarcho-syndicalistes de Belgrade auprès des déserteurs russes et ukrainiens, leur organisation des travailleurs migrants, leur participation aux luttes de la jeunesse pour contester le régime serbe, donnaient un tableau vivant des réalités et des potentialités de la situation, bien au-delà des divergences sur les formes d'organisation du prolétariat. Au cœur de ces discussions, il y a les bilans à tirer sur le caractère révolutionnaire - actuel ou révolu ? - des dynamiques des luttes nationales, le caractère progressiste de tel ou tel régime dans son opposition réelle ou supposée au plus puissant d'entre eux : les États-Unis. Quelles expressions concrètes donner à la perspective du défaitisme révolutionnaire, à savoir transformer une guerre en guerre civile ?

L'écrasante majorité des délégations a repoussé les positionnements tendant à justifier « la défense de la Chine » face à l'impérialisme américain. La LCI (Spartacist) et l'International Socialist Alternative (Revolutionary) ont argumenté pour dénier à la Chine tout caractère impérialiste, en minimisant son caractère capitaliste, sans expliquer la formation de classes sociales modernes, en premier lieu celle du prolétariat mais aussi d'une bourgeoisie. Les objections ont été nombreuses, notamment sur le plan économique, mais aussi sur le terrain social, par des camarades chinois ayant bien des difficultés à militer sans espace public de discussion dans la jeunesse mais aussi dans les entreprises.

Les discussions sur la guerre au Moyen-Orient et la lutte des classes en Iran, tout comme celles sur la Chine, ont été incarnées par des expériences menées à l'intérieur de dictatures. La conférence a bénéficié de l'apport d'organisations militant en Iran : Mandjanigh et la Tendance marxiste révolutionnaire d'Iran.

Trois lignes de discussions ont traversé les échanges : comment analyser l'échec du nationalisme palestinien, kurde ? Quel sens concret donner à la perspective de défaite des États-Unis ? Et enfin les tâches des révolutionnaires en Iran. La question nationale est revenue sur la scène, mais en comparaison avec les rencontres précédentes, les discussions ont été plus fluides - sans évacuer les vraies différences - et les limites des mouvements de libération sont apparues plus clairement.

Détail piquant, alors que certains délégués américains ou européens valorisaient le caractère révolutionnaire de ces luttes, les délégués du Sri Lanka ont expliqué leur combat contre les oppositions entre Cingalais et Tamouls, mais aussi contre le nationalisme local opposé à l'union des travailleurs de l'Inde et du Sri Lanka. Avec ceux d'Iran, ils ont insisté sur le caractère de classe qu'il fallait mettre en avant de façon systématique face aux mobilisations interclassistes.

Autre point abordé, l'opposition d'une majorité des délégations au campisme, à savoir cette illusion qui consiste à imaginer des blocs militaires avec ce régime iranien récalcitrant, que d'ailleurs Trump veut maintenir en permettant la transition d'une république bourgeoise des mollahs à une république tout aussi bourgeoise des Pasdaran.

Enfin, une discussion importante a été soulevée à propos de l'attitude révolutionnaire vers les autres classes que le prolétariat, une discussion qui ne fait que commencer. Cela rappelle en effet que, dans le cadre du développement des classes sociales modernes, le rôle du prolétariat est d'assumer les tâches des révolutions inachevées du passé : aucune fraction de la bourgeoisie n'est plus progressiste, désormais depuis... 1848 ! C'est la théorie de la révolution permanente de Léon Trotski et nous œuvrons à convaincre, par les discussions et le militantisme, d'autres courants, malgré la distance politique et les différences de traditions du mouvement révolutionnaire. Un appel sera proposé à la rentrée pour préparer une sixième rencontre, nous l'espérons plus riche, plus large.

## Le comité promoteur et les rencontres de Milan et Paris

Ce comité regroupe à l'origine des organisations italiennes issues d'une partie des traditions des oppositions de gauche formées il y a un siècle pour combattre la dégénérescence de la révolution d'Octobre en Russie. Il est composé des organisations : Associazione Marxista Rivoluzionaria Controvento, Contro Corrente, Lotta Comunista, Partito Comunista dei Lavoratori, Rivoluzione Comunista et Sinistra Anticapitalista. Ce comité originel a intégré le NPA-Révolutionnaires en 2024. Avec l'intégration du PCL à la Ligue internationale socialiste, cette tendance est devenue une des composantes majeures des rencontres. Depuis 2023, ce comité a impulsé tous les ans une rencontre internationale. Son propos n'est pas la déclaration d'une nouvelle internationale, ni une machine à produire des déclarations sans lendemain. Il s'agit de mettre en place un cadre de confrontations exigeantes, et de collaborations concrètes entre internationalistes, à la veille de chocs et d'affrontements inter-impérialistes directs.



## Contre le racisme de la direction, les lycéens de Jean Renoir (93) ne lâchent rien !

**F**in avril, un audio où la CPE parle de « gang des blacks » pour désigner des lycéennes tourne sur les réseaux. Un vent d'indignation se lève dans les classes. Les lycéens s'organisent et recueillent des dizaines de témoignages. À les lire, les propos les plus racistes sur les cheveux, les accents, les origines, la religion réelle ou supposée, sont monnaie courante dans la bouche de la direction, sur fond de mépris des travailleurs : « vous, vous finirez sûrement chauffeur de bus RATP », « vous serez des femmes au foyer », etc.

### UNE PREMIÈRE VICTOIRE ARRACHÉE

La CPE est suspendue dès le premier blocus. Mais les lycéens exigent des garanties : formation sur le racisme pour tous les adultes, protection des élèves qui témoignent, semaine annuelle contre le racisme, remaniement de la direction. Le proviseur ayant ignoré ces revendications, un second blocus est organisé le 18 mai.

### S'ORGANISER POUR DÉJOUER LES PIÈGES DE LA DIRECTION

La direction a tous les moyens pour diffuser sa musique : réunion avec les enseignants, mails aux parents, menaces de sanctions, et plainte en diffamation au nom de l'établissement contre les élèves qui ont relevé la tête. Les services administratifs ont même déclaré fermer le 22 mai pour faire pression contre la mobilisation : une bien étrange grève ! Se sentiraient-ils concernés par la banderole « C'est vous le vrai gang de racistes » ?

Car oui, les élèves se font entendre par leurs propres moyens. Pétition, compte Instagram, communiqués servent à s'adresser à l'extérieur : aux parents, aux profs, aux employés de mairie. Ils y dénoncent l'hypocrisie d'une école qui parle d'égalité mais leur pourrit le quotidien par son racisme. Et pour s'adresser à leurs camarades de classe, ils ont banderoles et blocus.

Ensemble, ils exigent de pouvoir choisir l'adulte qui recueillera leur témoignage, d'avoir un comité anti-discrimination avec leur participation ainsi qu'une enquête indépendante et transparente. Car ils ne veulent pas se faire confisquer leur combat ! Les adultes « responsables » leur disent déjà de s'en remettre au rectorat, aux flics ou à la justice. Le proviseur appelle tout le monde à porter plainte – autant les victimes que ceux qui les attaquent en diffamation –, histoire de noyer le poisson. Il se dédouane en refilant l'affaire à la police, bien connue pour son antiracisme, qui a déjà violenté les élèves durant leur blocus du 18 mai. De nouveau, l'indignation : « on demande la justice, on nous envoie la police ! » Quant à s'en remettre au ministère ou à la justice, les syndiqués en savent quelque chose et l'ont déjà dit aux lycéens : au lycée Maurice Utrillo de Stains (93), les enquêtes du rectorat sur le racisme ont seulement visé... les lanceurs d'alerte ! Alors, quand le même recteur enjoint les lycéens de Renoir à la mesure et au respect de la loi, ils ont bien raison de répliquer : « si le rectorat ne fait rien, nous on va se battre ! »

ALEXIS MICSHEN • 26/05/2026

## « Bienvenue en France » LES ÉTUDIANTS NE SE LAISSENT PAS DIVISER PAR LES CALCULS DU GOUVERNEMENT

**L**e 20 mai, le ministre de l'Enseignement supérieur, Philippe Baptiste, a fait paraître son décret imposant dans toutes les universités l'application de la réforme « Bienvenue en France », avec augmentation des frais d'inscription des étudiants étrangers extra-européens à 2 895 euros l'année en licence et 3 941 euros en master. C'est une attaque contre toute la jeunesse, immigrée ou non. Le gouvernement espère que les étrangers seront battus seuls, que le passage du décret ne fera pas de vague, et qu'il pourra ainsi poser les bases de l'augmentation des frais d'inscription pour tous les étudiants.

Mais étudiants, enseignants, personnel tiennent bon et poursuivent la contestation. Le ministre a cherché à faire un effet d'annonce en annonçant que 30 % des étudiants étrangers seront exonérés, davantage que les 10 % originellement annoncés – en réalité, le taux d'exonération va baisser année après année. Mais c'est 100 % de cette réforme raciste qui doit dégager !

Certaines présidences d'université, comme à Rennes 2, annoncent qu'elles n'appliqueront pas la hausse. Reste à voir combien de temps elles tiendront face aux coups de pression du rectorat et du ministère. Reste la seule solution qui vaille, la mobilisation. Le 26 mai, des rassemblements d'étudiants, enseignants et personnel se sont tenus à Paris, Bordeaux, Grenoble, Lille et Metz. Avec la détermination de tenir et d'organiser la colère contre ce décret, dès maintenant et à la rentrée de septembre.

FRED BAILHAU • 26/05/2026



## Modi et les cafards

**L**e 15 mai dernier, le président de la Cour suprême indienne, Surya Kant, déclarait qu'une partie des jeunes du pays était « comme des cafards, qui ne trouvent pas de travail et n'ont pas leur place dans le monde du travail. » En réaction, un étudiant de l'université de Boston a créé sur les réseaux sociaux le « Parti populaire des cafards » (Cockroach Janta Party).

La blague a pris de l'ampleur, et une frange de la jeunesse révoltée indienne s'en est saisie. 23 millions de followers sur Instagram (plus que le BJP, le parti au pouvoir !), plus d'un million de membres sur son site : dans un pays où 46 % de la population indienne a moins de 25 ans, le CJP est devenu le cri de colère d'une jeunesse qui se sent méprisée par un système qui ne lui promet que la guerre et le chômage – alors que la moitié des jeunes diplômés indiens ne trouvent pas de travail.

Des revendications émergent de toutes parts, le ministre de l'Éducation est appelé à la démission. Le pouvoir a peur de la révolte : l'initiateur de cette blague a reçu des menaces de mort et le gouvernement a cherché à faire fermer les comptes sur les réseaux sociaux. Mais attention ! Si les cafards ont une qualité, c'est bien leur résilience...

VICTOR ROUX • 26/05/2026

## L'UNEF NANTERRE EN PROCÈS POUR AVOIR DÉNONCÉ LA SÉLECTION SOCIALE ET RACISTE À L'UNIVERSITÉ !

**M**ardi 2 juin, Coppélia, présidente de l'Unef Nanterre, passera au tribunal pour une audience de fixation de son procès. La présidente de l'université Paris Nanterre porte plainte pour diffamation contre l'Unef Nanterre, dont Coppélia est la représentante, suite à sa campagne d'affichage qui dénonçait la politique raciste et de tri social à la fac.

Cette affiche s'inscrit dans la campagne des sans-facs, qui exige des inscriptions auprès de la présidence. Ce n'est pas par hasard si ce sont en premier lieu les enfants de travailleurs et de travailleuses, des jeunes des quartiers populaires, issus de l'immigration ou étudiants étrangers qui se retrouvent recalés à l'entrée de l'université.

C'est pour avoir dénoncé cette politique discriminante que l'Unef Nanterre, première force syndicale étudiante de la fac, se retrouve en procès. La convocation au tribunal est très claire : ce qui est reproché, c'est bien la distribution de tracts, le collage d'affiches et leur publication sur les réseaux sociaux. Ce procès s'inscrit dans une série d'attaques visant à criminaliser l'expression syndicale et la réaction face aux attaques : 150 CRS appelés à deux reprises en un an pour déloger des occupations de sans-facs, tentative d'exclure la totalité de la direction de l'Unef Nanterre par une section disciplinaire, mise sous écoute du syndicat par des micros, etc.

Tout comme le gouvernement et les patrons, si cette présidence réprime autant, c'est pour mieux imposer sa politique d'austérité.

Face aux politiques antisociales et à la répression comme moyen de les imposer, nous devons nous regrouper ! Soyons nombreuses et nombreux à la manifestation nationale du 20 juin pour regrouper nos luttes contre toutes les répressions !

PATXI • 26/05/2026

**L'AFFICHE QUI LEUR FAIT HONTE : ILS NE NOUS FERONT PAS TAIRE !**

**ILS VEULENT UNE FAC FERMÉE**

**FERMÉE**

**AUX CLASSES POPULAIRES & AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**

**LA PRÉSIDENTE DE NANTERRE DOIT INSCRIRE LES SANS-FACS !**

**Non au procès pour diffamation de Coppélia Moreau, présidente de l'UNEF Nanterre, pour une affiche syndicale !**

**ACCOMPAGNONS-LA LORS DE L'AUDIENCE POUR FIXER SON PROCÈS**

**MARDI 2 JUIN, 12H**

**TRIBUNAL DE NANTERRE**

**191 AV. FREDERIC ET IRENE JOLIOT CURIE**

**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @NPAJEUNES\_REVO

**NPA**  
**JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES